

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Abrogation de la délibération n° V2024-047
- Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

A la suite des ajustements demandés par la Préfecture de l'Hérault, relatifs à la programmation du Contrat Local des Solidarités (CLS) et qui concernent deux fiches actions à consolider, la délibération n° V2024-047 du 26 mars 2024 est abrogée afin d'en proposer une version corrigée qui permettra, une fois votée, la signature dudit contrat entre les parties prenantes.

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ».

Le Pacte des Solidarités présenté en septembre 2023 par le Gouvernement, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, pour la période 2024 à 2027. Il repose sur quatre axes :

- La prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- L'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ;
- La construction d'une transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités fait l'objet d'une déclinaison locale, avec une contractualisation spécifique de l'Etat, pour la période 2024-2027, avec respectivement chacun des conseils départementaux et chacune des métropoles : ce sont les contrats locaux des solidarités.

1- Le Pacte des Solidarités de l'Hérault

A la demande de l'Etat, un diagnostic, réalisé sur le territoire départemental et de la Métropole, par l'Agence Nationale des Solidarités Actives (ANSA) avec le concours des collectivités, a été présenté lors d'un comité des partenaires le 18 octobre 2023. Il constitue un état des lieux des besoins et de l'offre de service sur le territoire et a permis de préfigurer des actions prioritaires.

En 2020, le taux de pauvreté est de 14,6 % au niveau national, 16,8 % en Occitanie, 18,6 % dans l'Hérault. Il s'élève à 19 % dans la Métropole / 26 % à Montpellier. Les familles monoparentales et les jeunes de moins de 30 ans sont particulièrement exposés, avec un taux de pauvreté de 37 %.

2- Le Contrat Local des Solidarités de la Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le prolongement du Plan Pauvreté, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent s'inscrire aux cotés de l'État, pour la mise en œuvre d'un Contrat Local des Solidarités déclinaison opérationnelle du Pacte Local des Solidarités. Avec le Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS), elles réaffirment leur engagement, pour lutter contre la grande précarité et intervenir au plus près des habitants les plus fragiles du territoire.

Le Contrat Local des Solidarités s'inscrit pleinement dans les engagements de la Métropole et de Ville, particulièrement dans les champs de la prévention des familles en situation de précarité, de la petite enfance et de l'accompagnement des jeunes ; mais aussi en matière d'insertion, d'accès aux droits fondamentaux et sociaux, et de transition écologique et solidaire.

Il vient ainsi contribuer et renforcer les actions inscrites dans les feuilles de route communale et métropolitaine. En effet, le programme d'intervention proposé s'inscrit particulièrement dans les objectifs retenus au titre :

- Des Etats Généraux de la Solidarités (EGS) ;
- Du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) ;
- Du Service Public de l'Enfance (SPE) ;
- Du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;
- De la stratégie de résorption des bidonvilles et de lutte contre les exclusions ;
- De l'observatoire des discriminations de la Ville de Montpellier ;
- Du plan d'action du CCAS de la Ville de Montpellier.

Il s'articule aussi avec les autres cadres de contractualisation avec l'Etat, principalement le Plan Logement D'abord, le Contrat de Ville, le Contrat Local de Santé, l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours.

Des ateliers partenariaux de co-construction avec les services de l'Etat, du Conseil Départemental de l'Hérault, la Métropole, la Ville et le CCAS ont permis d'identifier des priorités d'action pour le Contrat Local des Solidarités :

Axe 1 : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance

- Le soutien aux femmes monoparentales en matière d'amélioration et d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication ;
- Le développement d'actions d'intermédiation en matière de mode de garde dans les quartiers populaires et la mise en place d'un Relai Petit Enfance itinérant ;
- La sécurisation des parcours des jeunes ;

Axe 2 : l'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous

- Le développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- La mobilisation des entreprises du territoire en faveur des publics en précarité ;
- L'expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi en direction de publics ciblés (femmes, personnes en situation de handicap, public très vulnérable...) ;

Axe 3 : la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits

- Le développement et le renforcement de l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie ;
- Le renforcement de la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages ;
- La prévention des risques sur les bidonvilles et la sécurisation des conditions de vie ;
- La recherche et la mise en œuvre de solutions de logement adaptées aux familles par la mobilisation de logements ou bâtis vacants ;
- La poursuite des dispositifs d'insertion sociale, professionnelle et actions socio-éducatives adaptés aux publics habitant en bidonville ;

Axe 4 : la construction d'une transition écologique solidaire.

- L'accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires ;
- La mise en œuvre d'une plate-forme de coordination et d'intervention contre la précarité énergétique : du repérage à l'accompagnement en passant par la rénovation.

Enfin, un axe transversal relatif à la participation des personnes concernées et/ou accompagnées en situation de précarité vient compléter les 4 axes du Contrat Local des Solidarités.

3- Les modalités de mise en œuvre technique et financière du Contrat Local des Solidarités

Le Contrat Local des Solidarités est signé entre l'Etat, la Métropole et la Ville et pour une durée de 4 ans (2024-2027). Un programme d'actions a été établi pour les 4 années du Contrat Local des Solidarités (annexe 3 dudit contrat). Il pourra être complété et réajusté annuellement sous couvert d'une discussion avec les services de l'Etat.

Les actions entreprises dans le cadre du Contrat Local des Solidarités à l'échelle de la Métropole feront l'objet de dotations de l'Etat, dont le montant pour chacune des 4 années du Pacte et du Contrat est fixé à 535 500 €, correspondant à un programme d'actions annuel de 1 071 000 €. Compte tenu du principe d'annualité du budget de l'Etat et sous réserve de la disponibilité des crédits, un avenant annuel viendra préciser chaque année le montant engagé par l'Etat dans le cadre du Contrat.

L'année 2026 sera consacrée à l'évaluation à mi-parcours du Contrat Local des Solidarités, et fera l'objet d'un rapport d'exécution qui sera délibéré en Conseil de Métropole et en Conseil municipal. Le montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2027 sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant au présent contrat.

La dotation de l'Etat sera versée annuellement au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront par ailleurs mises en œuvre par la Ville de Montpellier et son CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole d'une part à la Ville, d'autre part au CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la délibération n° V2024-047 du 26 mars 2024 ;
- D'acter le principe de l'engagement de la Ville dans le Pacte Local des Solidarités sur le territoire de la Métropole de Montpellier ;
- D'adopter les termes du Contrat Local des Solidarités entre l'Etat, la Ville et la Métropole et de la convention relative au reversement des subventions par la Métropole à la Ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET DE CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES_2024 06 03.pdf
- Annexe 1 - Tableau des actions et suivi de leurs indicateurs.pdf
- Annexe 2 - Fiches action.pdf
- Annexe 3 - Programmation financière 2024.pdf
- Annexe 4 - Tableau des indicateurs nationaux.pdf
- Convention de cofinancement 3M-CCAS.pdf
- Convention de cofinancement 3M-Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270903-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Imputation budgétaire

Programme : 304

Actions :

Sous actions :

Activité :

GM :

Contrat local des solidarités 2024-2027

Entre

L'État, représenté par François-Xavier LAUCH, préfet du Département de l'Hérault, et désigné ci-après par les termes « le préfet », d'une part,

Et

La Métropole de Montpellier [indiquer le nom de la métropole], représentée par Michaël DELAFOSSE, le président du Conseil métropolitain de Montpellier Méditerranée Métropole, et désigné ci-après par les termes « la Métropole » d'autre part,

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils métropolitains pour les années 2024-2027 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° V2020-001 du 4 juillet 2020, relative à l'élection du Maire ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2020-94 du 15 juillet 2020, relative à l'élection du Président ;

Vu la délibération V2024-047 du Conseil Municipal du 26 mars 2024 autorisant le maire de Montpellier à signer la présente convention du pacte local des solidarités,

Vu la délibération M2024-71 du Conseil de Métropole du 2 avril 2024 autorisant le président du Conseil métropolitain à signer la présente convention du pacte local des solidarités :

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par le présent contrat, le Préfet, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de Montpellier définissent des engagements réciproques relevant du Pacte des solidarités, dans quatre champs : la prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, l'amplification de la politique d'accès à l'emploi, l'accès aux droits essentiels et la transition écologique et solidaire.

Ces engagements réciproques se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats, permettant de développer et améliorer la qualité de l'offre, renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, la Métropole, la Ville et son CCAS mettront en œuvre des actions nouvelles ou renforceront des actions existantes, en association étroite avec l'État, ses partenaires et des personnes concernées.

Ce contrat fixe également l'engagement de l'État et de la Métropole sur le plan financier.

Il définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre dudit contrat.

Les actions proposées sont portées et financées par la Métropole, la Ville, le CCAS et les partenaires concernés, avec le soutien financier de l'État.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DE LA MÉTROPOLE, DE LA VILLE ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant de la Métropole, de la Ville que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par l'État, la Métropole et la Ville dans le cadre d'un dialogue et d'une gouvernance associant les autres collectivités locales, les acteurs de la protection sociale et de l'emploi, les partenaires associatifs et tout acteur concerné par les champs et les actions du pacte local.

Les partenaires peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part au présent contrat, avec l'accord de l'État, de la Métropole et de la Ville.

Par ailleurs, un dialogue de gestion entre l'État, la Métropole et la Ville permet d'assurer le suivi du contrat, de la mise en œuvre des actions et des financements. Les engagements des deux parties sont décrits en annexe du présent contrat (annexe n°2).

2.1. Actions mises en œuvre

Le contrat porte sur les 4 axes au sein desquels la Métropole, la Ville et l'État déterminent les actions à conduire, en cohérence avec leur champ de compétence et dans le cadre des référentiels nationaux. Ces engagements sont décrits en annexe (tableau des mesures et l'ensemble des fiches actions). Les fiches action, parties intégrantes du contrat, précisent le calendrier de réalisation de chaque action. Chaque action comporte des indicateurs de suivi que la Métropole renseigne annuellement dans un tableau correspondant (annexe n°1).

2.2. Les engagements financiers de l'État et de la Métropole

L'État apporte son soutien financier à la Métropole dans le cadre du présent contrat, pour la réalisation des actions décrites infra, actions portées et financées par la Métropole, la Ville et le CCAS.

Sur la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2027, le soutien financier de l'État s'élève à :

- Un montant de 535 500 € au titre de l'année 2024 ;
- Un montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2025 qui sera précisé **par avenant au présent contrat ;**
- Un montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2026 qui sera précisé **par avenant au présent contrat ;**

- Un montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2027 qui sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé **par avenant au présent contrat**.

Les contributions financières de l'Etat sont applicables sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

Une partie des crédits peut être réduite l'année suivante (année n+1), si l'exécution comptable des actions en année n fait état d'une sous-consommation manifeste de certaines actions, sans lien avec la trajectoire de montée en charge prévue et sans justification opérante de la part de la Métropole.

Le soutien financier de l'Etat au titre des crédits de l'année 2024 se répartit ainsi :

- Au titre de l'axe « Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance » : 41 500 € ;
- Au titre de l'axe « Accès à l'emploi » : 132 500 € ;
- Au titre de l'axe « Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits » : 272 500 € ;
- Au titre de l'axe « Construire une transition écologique solidaire » : 89 000 €.

La Métropole s'engage sur des montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif annexé au présent contrat (annexe n° 3). Elle s'engage à apporter au moins 50 % des crédits dévolus à chaque action contractualisée.

Tout au long de la période de contractualisation, la Métropole, en lien avec la Ville s'engage à préciser les fiches actions qui seraient modifiées ou nouvellement créées, ainsi que le calendrier de réalisation de ces actions, lequel ne devra pas dépasser l'échéance de la présente convention.

Les actions financées par le présent contrat devront porter le logo du Pacte des solidarités et du préfet dans leurs documents de communication.

2.3. Suivi et évaluation du contrat

Le suivi et l'évaluation de l'exécution du présent contrat sont effectués de façon conjointe par la Métropole, la Ville et l'Etat. Les modalités de pilotage au niveau métropolitain sont définies entre le préfet de département, le Conseil Métropolitain et le Conseil Municipal.

La Métropole et la Ville renseignent chaque année le niveau d'atteinte des indicateurs locaux à partir des fiches actions (annexe n°1) et nationaux (annexe n°4) et établissent un état d'avancement succinct des actions contractualisées. Un dialogue de gestion annuel est mis en place entre les services de l'Etat, la Métropole et la Ville dans le cadre du Pacte Local des Solidarités.

Dans le cadre de l'évaluation du Pacte Local des Solidarités à mi-parcours, la Métropole, en lien avec la ville, est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution du contrat. Ce rapport couvre la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2025, soit deux années civiles. Il décrit, pour

chaque action du contrat, les résultats obtenus ainsi que le niveau d'atteinte des objectifs fixés et dans la mesure du possible l'impact social de l'action sur ses bénéficiaires ; il contient un bilan financier des actions mises en œuvre et précise en annexe, l'exécution budgétaire des crédits contractualisés dans un tableau financier et le renseignement de la matrice des indicateurs des engagements contractualisés et des indicateurs nationaux. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville, le CCAS et leurs partenaires sur le territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une délibération par le Conseil de Métropole et par le Conseil Municipal en vue d'une transmission au préfet de région et au préfet de département au plus tard le 31 mars 2026.

2.4. Communication

Les porteurs de projet s'engagent à faire publicité du financement de l'administration dans toute communication visuelle au public au moyen d'une insertion du logo du Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités et du Pacte national des solidarités.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

L'État apporte son soutien financier à la Métropole dans le cadre du présent contrat à hauteur de 535 500 € en 2024 sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Ce montant est ventilé au profit de 4 piliers du Pactes de solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- 41 500 € sur l'action 23, sous-action 23 « Pilier 1 Prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 1 », code activité 0304 50 23 23 02 ;
- 132 500 € sur l'action 23, sous-action 24 « Pilier 2 Sortie pauvreté par l'activité et emploi », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 2 », code activité 0304 50 23 24 02 ;
- 272 500 € sur l'action 23, sous-action 25 « Pilier 3 Plan 100% d'accès aux droits », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 3 », code activité 0304 50 23 25 02 ;
- 89 000 € sur l'action 23, sous-action 26 « Pilier 4 Transition solidaire », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 4 », code activité 0304 50 23 26 02 ;

La contribution de l'administration pour 2024 est versée en totalité dans les quinze jours suivant la signature de la convention. Pour les années suivantes, la contribution financière annuelle est déterminée par avenant.

La contribution financière sera créditée sur le compte de la Montpellier Méditerranée Métropole selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à :

Dénomination sociale : Montpellier Méditerranée Métropole
Code établissement : 30001
Code guichet : 00572
Numéro de compte : E3400000000
Clé RIB : 10
IBAN : FR44 3000 1005 72E3 4000 0000 010
BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de l'Hérault.

Le comptable assignataire de la dépense est le Directeur départemental des finances publiques de l'Hérault.

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ».

ARTICLE 4 – DURÉE DU CONTRAT ET RENOUVELLEMENT

Les dispositions du présent contrat sont conclues pour une durée de quatre ans et couvrent la période du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2027.

ARTICLE 5 – CONTRÔLE FINANCIER DE L'ADMINISTRATION

L'État contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action. La Métropole, en lien avec la Ville, veille à ce qu'il n'y ait aucun report des crédits au-delà de la durée d'exécution du présent contrat.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution du présent contrat par la Métropole, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer les services de l'État sans délai.

À titre exceptionnel, l'État peut exiger le remboursement des sommes indues en cas d'observation d'inexécution des dépenses prévues au présent contrat.

Pendant et au terme du contrat, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre du suivi de l'exécution du contrat prévu à l'article 2 ou dans le cadre du contrôle financier. La Métropole s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DU CONTRAT

Le présent contrat peut être modifié en cours d'exécution d'un commun accord par les deux parties. Les modifications ainsi effectuées sont formalisées par un avenant.

ARTICLE 7 – DÉNONCIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard deux mois avant la fin du contrat au préfet. La Métropole reste soumise aux obligations résultant de l'article 2 du présent contrat, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution du contrat.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations résultant du présent contrat, celui-ci peut être résilié de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

ARTICLE 8 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Montpellier après la recherche d'une résolution amiable.

Fait à *Montpellier*, le

Le président
De Montpellier Méditerranée Métropole

Le préfet de l'Hérault

Michaël DELAFOSSE

François-Xavier LAUCH

Le Maire de Montpellier

Michaël DELAFOSSE

Annexe 1 : Tableau des actions et suivi de leurs indicateurs

Actions	Indicateurs locaux	Situation au 31 déc. 2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027	Résultat atteint en 2027
AXE 1 « PREVENIR LA PAUVRETE ET LUTTER CONTRE LES INEGALITES DES L'ENFANCE »							
Sous-thématique 1 : Accompagnement des familles en situation de précarité							
Fiche projet 1.1 : Soutien aux femmes monoparentales : améliorer et adapter l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication							
Action 1.1.1 :							
Plateforme de service du 4ème							
accueil de jour pour femmes seules à							
la rue avec enfants							
Action 1.1.2 :							
Actions d'amélioration /	Nombre de séjours de répit	0	6	10	10	10	
d'adaptation de l'offre d'accueil et	Nombre de femmes						
d'accompagnement des femmes	monoparentales touchées par	0	90	150	150	150	
seules avec enfants en situation de	les séjours de répit						
précarité	Nombre de référents	0	6	10	14	20	
	Nombre d'intervenant sociaux	0	15	30	30	40	
	formés						
	Nombre d'instances où les	0	2	4	6	6	
	femmes monoparentales sont						
	impliquées						
Action 1.1.3 :							
Bouclier social : accès à des modes de	Nombre de familles	Action non	50	50	50	50	
garde sur horaires atypiques,	bénéficiaires	démarrée					
dispositif innovant de soutien aux	Nombre d'enfants accueillis	0	75	75	75	75	
familles monoparentales	Nombre d'heures d'accueil	0	9 500	9 500	9 500	9 500	
	Nombre de personnels	0	10	10	10	10	
	mobilisés						
Fiche projet 1.2 : Inter médiation sur modes de garde Petite Enfance dans les quartiers et RPE mobile							
Action 1.2.1 :							
Actions de communication sur les	Nombre de familles	50 familles ttes	100	150	150	150	
dispositifs et modes de garde Petite	bénéficiaires	actions					
Enfance et d'information et		confondues					
d'orientation des familles avec la	Nombre d'assmats et de	0	20	50	70	100	
création d'un Relai Petite Enfance	parents participants						
mobile dans les quartiers les plus	Nombre d'actions spécifiques	10	20	20	20	20	
éloignés ou enclavés.	proposées dans les quartiers						

	Nombre de réunions d'information aux familles dans les quartiers	2	6	6	6	6	
Fiche projet 1.3 : La participation des personnes concernées, et/ou accompagnées, en situation de précarité							
Dotation pour le défraiement et la formation des personnes en situation de précarité, accueillies/accompagnées, afin de faciliter et favoriser leur implication	Evol° du nombre de formations mises en place	0	1	2	3	3	
	Evol° du nombre de défraiements demandés pour l'implication des personnes accueillies/accompagnées	0	2	6	10	10	
	Evol° du nombre de projets mettant les personnes concernées en situation de co-construction	0	2	6	8	10	
Sous-Thématique 2 - Faire de la jeunesse un enjeu prioritaire de lutte contre la pauvreté en prévenant le décrochage							
Fiche projet 2.1 : Renforcer la sécurisation des parcours des jeunes							
Action 2.1.1 : Ouverture d'accueil jeunes de proximité : pour un accompagnement éducatif renforcé	Nombre de jeunes accompagnés collectivement	Action non démarrée	30/mois	60 à 80/mois	120 à 160/mois	120 à 160/mois	
	Nombre de jeunes accompagnés individuellement	Action non démarrée	10/mois	20 à 30/mois	40 à 60/ mois	40 à 60/mois	
AXE 2 « AMPLIFIER LA POLITIQUE D'ACCES A L'EMPLOI POUR TOUS »							
Sous-thématique 1 : Faciliter la sortie de la pauvreté et l'accès à l'emploi des personnes les plus éloignées							
Fiche projet 1.1 : Développer les dispositifs d'insertion par l'activité économique, et plus largement les dispositifs d'inclusion sur le territoire de la Métropole							
Soutien à l'IAE, Dispositif 1ères heures et TZCLD	Nombre de personnes embauchées		50	70	90	110	
	Nombres d'emploi créés par l'EBE		20	40	40	40	
	Taux de sorties dynamiques (emplois, formations)		30%	30%	30%	30%	
Fiche projet 1.2 : Mobiliser les entreprises du territoire en faveur des publics en précarité							
Wake up Café, 60 000 rebonds, Coraline et UCRM	Nombre d'entreprises impliquées et accompagnées		300	300	300	300	
	Nombre de demandeurs d'emplois bénéficiaires		200	200	200	200	

	Taux de sorties positives (emploi, formation)		30%	30%	30%	30%	
Fiche projet 1.3 : Expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi							
Accompagnement vers l'emploi, action dédiées aux femmes et action Uni'vers (CCAS)	Nombre de personnes accueillies		3 000	3 000	3 000	3 000	
	Nombres de personnes accompagnées		150	150	150	150	
	Taux de sorties positives (emploi, formation)		30%	30%	30%	30%	
AXE 3 « ACCES AUX DROITS ESSENTIELS »							
Sous-Thématique 1 - Accéder aux droits sociaux et santé pour prévenir la bascule dans la pauvreté							
Fiche projet 1.1 : Développer et renforcer l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie							
Action 1.1.1 : Décloisonnement de l'accueil de jour Gammes - Issue	Nombre de passages hebdomadaires au regard du nombre de passage total CORUS/RSA	500	500	500	500	500	
	Nombre de prestations « solidarité alimentaire » (petit dej + atelier cuisine) hebdomadaires	170	200	200	200	200	
Action 1.1.2 : Relai des Solidarités Alimentaires : travaux d'investissement et soutien au fonctionnement du site	Mise aux normes ERP	Pas de mise aux normes ERP	SSI sanitaires rdc	Accès PMR Sécurisation ouvrant R+1			
	Evolution consommation fluide (eau et électricité)	7 200 € elec 3 500 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	
	Nombre de jours d'ouverture du Relai par an	364	273	303	303	303	
	Moyenne annuelle du nombre de repas quotidiens distribués	80 000	75 000	75 000	75 000	75 000	
Action 1.1.3 : Développer l'offre d'hygiène à destination des personnes en situation de rue et favoriser le lien social avec de l'aller vers (Bulle Douche Nomade)	Nombre de maraudes réalisées	195	200	200	200	200	
	Nombre de douches réalisées	832	850	850	850	850	
	Nombre de personnes rencontrées en maraudes	1059 et 249 pers. différentes	1000/250	1000/250	1000/250	1000/250	
	Couverture des différentes communes de la Métropole	12	12	12	12	12	

Action 1.1.4 : PLM – Plateforme de Logistique Mutualisée (non alimentaire) de l'AERS	Evolution du nombre de personnes bénéficiaires	12000	19000				
	Evolution du nombre de tonnes de produits distribués	45	50				
Action 1.1.5 : Habitat Intercalaire, phase 2 : agréments et nouveaux sites	Places disponibles au 31/12/23	50	52	55	60		
	Nombre de contrats de résidents renouvelés	21	15	10	10	10	
	Nombre de nouveaux contrats de résidents	3	9	14	14	14	
	Nombre de relogts de droit commun	2	8	13	13	13	
Action 1.1.6 : Aller vers les personnes en situation de rue les plus marginalisées et leur proposer des solutions au plus proche des besoins (extension Samu social)	Nombre de personne rencontrées	9 237	9250				
	Nombre/taux de personnes rencontrées sur 3M hors Mtp	443 (4,8%)	475 (5%)				
Action 1.1.7 : CHU Rives du Lez	Nombre de places agréées	90	90				
	Nombre de personnes hébergées / an	140	140				

Sous-thématique 2 : Prévenir les expulsions locatives

Fiche projet 2.1 : Renforcer la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages

Action 2.1.1 : Mesures d'accompagnement en prévention des expulsions dans le cadre de la CCAPEX	Nombre d'accompagnements accordés par la CCAPEX	inconnue					
	Nombre de mesures ASLL prévention des expulsions financées sur le territoire métropolitain	78	80	90	100	100	
Action 2.1.2 : Recrutement d'un chargé de mission prévention des	Nombre d'antenne de prévention créées	0					

expulsions en appui des partenariats locaux	Nombre d'actions d'information et de sensibilisation mises en œuvre	0					
--	---	---	--	--	--	--	--

Sous-thématique 3 : Services pour les personnes en bidonvilles : Pérenniser et déployer les dispositifs expérimentaux existants

Fiche projet 3.1 : Prévenir les risques sur les sites et sécuriser les conditions de vie sur les bidonvilles

Action 3.1.1 : Travaux d'Amélioration des conditions de vie sur sites insalubres	Nombre et type d'interventions réalisées	2 / Nettoyage +Débroussaillage	4 int. Raccordemts électricité + eau + assainissemnt + Inst° blocs sanitaires	3 int. Nettoyage+ Raccordemts électricité + eau	3 int. Nettoyage+ Raccordemts électricité + eau	3 int. Nettoyage+ Raccordemts électricité + eau	
	Nombre de sites et d'habitants impactés par les actions	1 site 62 pers.	1 site 62 pers.	2 sites 140 pers.	2 sites 100 pers.	1 sites 50 pers.	

Fiche projet 3.2 : Solutions de logement adaptées aux familles : actions pour favoriser la mobilisation des logements ou bâtis vacants

Action 3.2.1 : Appui d'ingénierie sur projets d'habitat transitoire	Nombre de nouveaux projets développés	2	1	1	1	1	
	Nombre de personnes bénéficiaires	34	20	40	30	20	

Fiche projet 3.3 : Dispositifs d'insertion sociale, professionnelles et actions socio-éducatives en faveur des habitants des bidonvilles

Actions d'acc. à la scolarité, d'ouverture sociale et culturelle, de soutien à la parentiité, d'apprentissage de la langue, d'insertion socio-pro...	Evol° nombre de séances Accp à la scolarité / nombre de pers touchées	35 et 37	35 et 70	35 et 105	35 et 105	35 et 105	
	Evol° Nombre de séances loisirs / nombre de pers touchées	19 et 82	20 et 100	20 et 100	20 et 100	20 et 100	
	Evol° Nombre de séances Parentalité / nombre de pers touchées	2 et 19	4 et 20	5 et 20	6 et 25	6 et 25	
	Nombre de participants aux ASL	40	50	50	60	60	
	Nombre projets d'IP	0	0	0	1	1	

AXE 4 « TRANSITION ECOLOGIQUE SOLIDAIRE »

Sous-thématique 1 : Accès à l'alimentation durable pour tous

Fiche projet 1.1.: Accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires							
Action 1.1.1 : Soutien aux épiceries sociales et solidaires et mission d'aller vers et d'accompagnement à l'accès aux droits des bénéficiaires.	Evolution du nombre d'ESS sur Montpellier	4	5	6	6	6	
	Nombre de permanences au sein des associations distributions alimentaires	1/semaine	1/semaine	1/semaine	1/semaine	1/semaine	
	Nombre de permanences au sein des associations ESS	1/semaine dont diagnostic	1/15 jours	1/15 jours	1/15 jours	1/15 jours	
	Nombre d'entretiens réalisés	413	400	500	500	500	
	Nombre d'interventions sociales réalisées	547	500	600	600	600	
	Nombre d'accompagnements réalisés	19	40	48	48	48	
	Nombre d'orientations accompagnées vers CCAS	82	80	80	100	100	
Action 1.1.2 : Bien manger pour tous	Nb de foyers concernés		80	80	90	90	
	Nb de personnes concernées		100	100	110	110	
	Nb de paniers distribués	350	1285	1285	1882	1882	
	Nb d'ateliers	2	4	4	10	10	
	Nb de personnes accompagnées		60	60	70	70	
Action 1.1.3 : Caisse alimentaire commune – Territoires à Vivres	Taux de membres du Comité citoyen de l'alimentation se déclarant en difficulté économique en fin de mois	50%	50%	50%	50%	50%	
	Taux de membres du Comité citoyen déclarant aller à l'aide alimentaire	28%	27%	26%	25%	24%	

	Nombre de personnes participant à l'expérimentation en recevant une dotation mensuelle	400	600	800	1000	1200	
	Taux moyen de cotisation à la caisse pour 100€/MonA reçu/e par mois	60%	50%	50%	50%	50%	
Sous-thématique 2 : Lutter contre la précarité énergétique							
Fiche projet 2.1.: PF de coordination et d'intervention en matière de LCPE							
Action 2.1.1 : Service Local d'Information pour la maîtrise de l'Energie (SLIME) CCAS	Nombre de visites de diagnostic socio-technique	193	220				
	Nombre de ménages bénéficiant d'un accompagnement renforcé	135	154				
Action 2.1.1 : Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) métropolitain.	Nombre de ménages bénéficiaires	0	0	359	478	478	
	Nombre de partenaires participants au Forum SLIME des professionnels	0	0	50	50	50	
Action 2.1.2 : Préfiguration d'un réseau départemental de lutte contre la précarité énergétique	Nombre de participants à la rencontre annuelle	0	50	75	75	75	
Action 2.1.3 : Réalisation de petits travaux chez les ménages en situation de précarité énergétique (FSATME et mise en place d'un service d'intervention de professionnels pour réaliser les petits travaux)	Nombre de personnes ayant bénéficié du FSATME	0					
	Nombre de professionnels impliqués dans le service d'intervention petits travaux	0					
NB : les objectifs 2025, 2026 et 2027 seront établis sur la base des résultats 2024							

	Nombre d'interventions réalisées par le service d'intervention petits travaux dans le cadre du FSATME	0					
AXE TRANSVERSAL – LA PARTICIPATION DES PERSONNES CONCERNEES, ET/OU ACCOMPAGNEES, EN SITUATION DE PRECARITE							
Dotation pour le défraiement et la formation des personnes en situation de précarité, accueillies/accompagnées, afin de faciliter et favoriser leur implication	Evol° du nombre de formations mises en place	0	1	2	3	3	
	Evol° du nombre de défraiements demandés pour l'implication des personnes accueillies/accompagnées	0	2	6	10	10	
	Evol° du nombre de projets mettant les personnes concernées en situation de co-construction	0	2	6	8	10	

Annexe 2 : fiches action

AXE 1 : PREVENIR LA PAUVRETE ET LUTTER CONTRE LES INEGALITES DES L'ENFANCE

Sous Thématique 1 : Accompagnement des familles en situation de précarité

Fiche projet 1.1 : Soutien aux femmes monoparentales : améliorer et adapter l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication

Action 1.1.1 : Plateforme de service du 4ème Accueil de jour pour femmes seules à la rue avec enfants

Action 1.1.2 : Actions d'amélioration / d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement des femmes seules avec enfants en situation de précarité

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Contexte :

Face à la surreprésentation des familles monoparentales parmi les familles pauvres (taux de pauvreté des familles monoparentales supérieur de presque 13 points à celui observé sur l'ensemble de la population), la ville de Montpellier a fait le choix de prendre des mesures spécifiquement dédiées aux femmes en situation de monoparentalité : tarification sociale de la restauration scolaire, partage en 2 systématiques des factures scolaire, péri et extrascolaire en cas de séparation des parents, études dédiées assorties de préconisations par l'observatoire municipal des discriminations, projet d'accueil de jour « femmes seuls à la rue avec enfants », projet de résidence pour l'accueil et l'accompagnement des femmes avec enfant(s) les 6 premiers mois de leur séparation...

Cependant, les dispositifs déployés qu'ils soient de droit commun ou spécifiques ne sont pas toujours adaptés à la situation et aux besoins des femmes monoparentales ; leur participation permettra d'améliorer la réponse à leurs besoins aussi bien au niveau de l'existant que dans le cadre de nouveaux dispositifs.

Description de l'action :

1. Mettre en œuvre et animer un réseau de référents autour des femmes monoparentales pour renforcer la visibilité de l'offre de services existante

2. Former les intervenants sociaux :

- dans une démarche **d'aller vers** (formation inter-institutionnelle - cf.expérience PASIP)
- à la co-construction avec les familles

3. Développer des propositions d'accueil souples et adaptés aux besoins des femmes monoparentales (moins de 3 ans, passerelles écoles maternelles, accueil de loisirs à partir de 3 ans, séjours de répit...) en associant les compétences des femmes et la solidarité entre les familles.

4. Impliquer les familles dans les instances existantes (COPIL et commission d'étude des situations individuelles) et **augmenter la participation des femmes monoparentales** dans les instances consultatives des différentes institutions

Date de mise en place de l'action : année 2024

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Caf de l'Hérault

Modalités d'implication des personnes concernées

Participation des femmes monoparentales :

1. à la construction et l'animation des actions de sensibilisation et de formation
2. à l'évolution ou la mises en œuvre de nouveaux projets d'accueil pour elles et leurs enfants
3. lors d'instances spécifiques les concernant. Ex : Observatoire des discrimination – Comité de lecture des études et notes de synthèses opérationnelles les concernant.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Subventions « Séjours de répit »	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	
Prestation formation	5 000 €				
Constitution du réseau de référents	5 000 €				Soutien animation et logistique
Prestation « garde d'enfants »	5 000 €				Pour la faciliter la participation/implication des femmes
Poursuite du travail d'animation territoriale sur la monoparentalité		5 000 €	5 000 €	5 000 €	Formation, réseau de référents, garde d'enfants...
TOTAL	50 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	170 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville (CLSol)	25 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Etat (CLSol)	25 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
TOTAL	50 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de référents	0	6	10	14	20
Nombre d'intervenant sociaux formés	0	15	30	30	40
Nombre de séjours de répit	0	6	10	10	10
Nombre de femmes monoparentales touchées par les séjours de répit	0	90	150	150	150
Nombre d'instances où femmes monop. sont impliquées	0	2	4	6	6

[Action 1.1.3 : Bouclier social : accès à des modes de garde sur horaires atypiques, dispositif innovant de soutien aux familles monoparentales](#)

Collectivité porteuse : Ville de Montpellier

Contexte :

Pour répondre aux besoins d'accueil des familles montpelliéraines de jeunes enfants (0-3 ans), la Ville de Montpellier compte déjà 4 738 places réparties dans les établissements municipaux, associatifs, entreprises de crèches et chez les assistantes maternelles indépendantes. À elle seule, l'offre municipale d'accueil collectif représente 50% de l'offre totale d'accueil collectif du territoire. Cependant, cette offre reste insuffisante au regard de la population croissante et de l'expansion urbaine actuelle de la Ville. Le développement de nouvelles places de crèches constitue donc un enjeu important pour la collectivité. A cette fin, la Ville a programmé la création de 300 places supplémentaires dans la durée du mandat. Parallèlement à cette perspective quantitative de développement de l'offre d'accueil, la Ville souhaite apporter une attention particulière aux besoins de garde en horaires élargis ou atypiques.

En effet, de façon partagée, la Ville, le Conseil départemental et la Caf de l'Hérault constatent que les familles du territoire sont de plus en plus impactées par le développement d'emplois à horaires atypiques, débordant des créneaux habituels d'ouverture des crèches ou d'accueil individuel par des assistants maternels, et/ou celui de démarches et dispositifs d'insertion professionnelle ou sociale fréquemment distancés du domicile. Ces familles sont amenées à travailler sur des périodes habituellement réservées au temps familial ou au repos, c'est à dire avant 7h, après 19h, les week-ends et les jours fériés. Les parents contraints à cette flexibilité professionnelle sont donc confrontés à l'inadaptation de l'offre d'accueil petite enfance classique pour répondre à la spécificité de leurs besoins de garde. Ce problème pénalise encore plus les nombreuses familles monoparentales actives ou en recherche d'activité et devient insoluble pour celles qui sont vraiment isolées.

Face à ce constat, la Ville de Montpellier a sollicité en 2023 une étude approfondie auprès d'un cabinet spécialisé (Espelia) dans l'objectif de réaliser un diagnostic petite enfance, d'identifier les besoins d'accueil du jeune enfant en horaires atypiques et de proposer des solutions adaptées.

Les résultats observés suite à cette étude :

- Une population des 0-3 ans en croissance face à des enjeux fort de précarité et de monoparentalité, en particulier sur certains quartiers ;
- Une offre existante sur les horaires atypiques assez conséquente mais peu couvrante sur les différents horaires et créneaux de besoins potentiels ;
- Des besoins repérés surtout le matin avant 7h et le soir entre 18h et 20h ;
- La nécessité d'une offre flexible, proche du lieu de vie et accessible financièrement (la proximité et le prix étant les deux critères prédominants).

Description de l'action :

Au regard de ces conclusions, la Ville envisage donc une solution d'accueil pour répondre aux besoins spécifiques de ces familles. L'accueil des enfants se fera au domicile des parents pour répondre aux enjeux de proximité et de flexibilité mais il ne s'appuiera pas sur les Assmat indépendantes au regard, d'une part, de la baisse constante des Assmat sur le territoire et, d'autre part, du constat partagé qu'il y a de moins en moins d'Assmat disposées à pratiquer sur des horaires atypiques.

Dans sa phase expérimentale, ce dispositif sera porté par la Ville, le cas échéant en partenariat avec une association avec un cofinancement Ville, ainsi qu'un cofinancement au titre de l'AAP pauvreté/1000 premiers jours sur l'exercice 2023. L'objectif est de recruter les personnes qui accueilleront les enfants au domicile des parents, tous les profils étant susceptibles d'être retenus (étudiants, personnes retraitées, salariés à temps partiels). La participation demandée aux familles sera basée sur un système de tiers payant et avec une tarification accessible. L'accueil se fera de manière complémentaire au mode de garde (accueil collectif ou individuel) sur les horaires classiques. L'accueil des enfants se fera de manière complémentaire au mode de garde habituel (accueil collectif ou individuel) sur les horaires classiques. De ce fait, il s'agit d'une solution d'accueil hybride.

Cette expérimentation dont l'ingénierie a été finalisée à l'automne 23, permet de porter l'essentiel du coût financier lié à l'accueil au domicile. L'objectif sera de stabiliser dans un second temps un dispositif pérenne dont le financement (Tiers payant type PSU et/ou formule type CMG bonifiée) sera défini avec la Caf dans l'objectif de mobiliser les crédits de droit commun et des crédits dans le cadre du pacte des solidarités (à partir de 2025).

Consciente des difficultés que ce coût complémentaire peut représenter pour les familles monoparentales, la Ville entend leur apporter de manière directe ou indirecte une aide spécifique (principe de solvabilisation).

Date de mise en place de l'action : Action à mettre en place au 1er semestre 2024

Durée de l'action : Expérimentation pour la première année puis objectif de pérennisation en fonction de l'évaluation de l'action et ajustement du nombre de familles en fonction des besoins constatés.

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Etat avec la Convention AAP Régional 2023 (DDETS) puis dans le cadre du pacte des solidarités Métropole / Etat

Modalités d'implication des personnes concernées : les familles concernées (familles monoparentales et isolées) pourront bénéficier d'une information et d'une orientation par le Pôle

Petite Enfance de la Ville puis seront impliquées dans l'accueil effectif de leurs enfants au sein de leur domicile.

Budget détaillé : détail par année et par poste de dépenses

Nombre prévisionnel de familles concernées : 50

Nombre d'heures par famille et par an : 190 H

Coût horaire de l'aide versée / prise en charge : 20 €

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Prestation garde horaires atypiques	190 000 €	190 000 €	190 000 €	190 000 €	2024 = financement dans le cadre de la stratégie régionale lutte contre la pauvreté
TOTAL	190 000 €	190 000 €	190 000 €	190 000 €	

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	/	/	/	/
Ville (Droit commun)	/	165 000 €	165 000 €	165 000 €
Ville (CLSol)	/	12 500 €	12 500 €	12 500 €
Etat (CLSol)	/	12 500 €	12 500 €	12 500 €
TOTAL	190 000	190 000 €	190 000 €	190 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de familles bénéficiaires	Action non démarrée	50	50	50	50
Nombre d'enfants accueillis		75	75	75	75

Nombre d'heures d'accueil		9 500	9 500	9 500	9 500
Nombre de personnels mobilisés		10	10	10	10

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Fiche projet 1.2 : Inter médiation sur modes de garde Petite Enfance dans les quartiers et RPE mobile

Action 1.2.1 : Actions de communication sur les dispositifs et modes de garde Petite Enfance et d'information et d'orientation des familles avec la création d'un Relai Petite Enfance mobile dans les quartiers les plus éloignés ou enclavés.

Collectivité porteuse : Ville de Montpellier

Contexte : En prenant pleinement en main son rôle d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant, la Ville de Montpellier ne se positionne plus comme un gestionnaire de places ou un co-financeur de dispositifs. Elle entend, en lien étroit avec ses partenaires et notamment la CAF et la PMI, construire un futur service Montpelliérain de la petite enfance, coordonner l'accueil « universel » du jeune enfant sur son territoire et conduire une politique publique globale et cohérente de la petite enfance tournée vers l'ensemble des familles du territoire.

L'information et l'orientation des familles sur tous les dispositifs petite enfance du territoire (soutien à la parentalité, modes d'accueil, événements artistiques et culturels ...) ainsi que l'animation de proximité sur certains secteurs de ville sont des leviers majeurs pour lutter contre les inégalités dès l'enfance et accompagner les familles en situation de précarité (familles isolées, familles monoparentales ...).

La mise en œuvre d'actions de communication sur des dispositifs et les modes garde petite enfance dans les différents quartiers QPV de la Ville contribuent ainsi à la socialisation dès l'enfance, agissent pour favoriser l'accès à l'emploi et prioriser les carrières des femmes et permettent de prévenir les vulnérabilités auxquelles sont exposées les femmes seules avec enfants.

Description de l'action :

Actions de communication sur les dispositifs et les modes de garde petite enfance dans les différents quartiers QPV de la Ville (inter médiation vers les familles) et, en complément, orientation et information des familles qui sont peu mobiles ou empêchées avec la création d'un RPE mobile dans les quartiers les plus éloignés ou enclavés.

La mise en œuvre de ces différentes d'actions d'inter médiation vers les familles pourront se décliner de deux manières :

- La réalisation d'un panel d'actions sur différents quartiers QPV visant à aller, d'une part, à la rencontre de la population en terme de soutien et d'accompagnement à la parentalité autour de différentes actions socio-éducatives en collaboration avec un partenariat riche des acteurs du territoire et, d'autre part, à promouvoir, valoriser et informer les familles et les professionnels petite enfance de différents quartiers prioritaires ou quartiers peu accessibles

sur l'offre petite enfance : offre d'accueil, métiers de la petite enfance, soutien à la parentalité, éveil artistique et culturel ...

- La création d'un relais petite enfance (RPE) itinérant (dans des parcs, des maisons pour tous, divers lieux culturels) afin d'aller au contact des familles et des professionnelles tout en proposant des espaces adaptés pour favoriser la découverte, l'animation, l'interaction et la reconnexion avec la nature. Le RPE mobile permet également de proposer de nouveaux temps de regroupement et d'éviter l'isolement des Assmats. Des temps spécifiques pour les parents et les enfants ne bénéficiant pas de modes d'accueil sont également prévus. Le RPE mobile pourra prévoir des actions spécifiques dans les QPV.

Date de mise en place de l'action : la réalisation d'un panel d'actions visant à promouvoir, valoriser et informer les familles et les professionnels a déjà démarré en 2023 dans le cadre des crédits du Fonds d'innovation Petite Enfance (FIPE) pour un montant de 82 204.20 €. Ces actions ont vocation à être reconduites en 2024 puis les années suivantes pour bien mailler le territoire et proposer des informations à l'ensemble des familles. La création du RPE mobile est envisagée pour le deuxième semestre 2024.

Durée de l'action : indéterminée selon les évaluations.

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Etat avec le Plan Pauvreté 2023 (DDETS) puis dans le cadre du pacte des solidarités Métropole / Etat ; Pour le RPE mobile, sollicitation de crédits de droits commun auprès de la Caf et du CD, comme pour le fonctionnement d'un RPE classique.

Modalités d'implication des personnes concernées : participation des familles aux différents réunions et événements organisés par le Pôle Petite Enfance de la Ville, fréquentation du RPE mobile par les familles et les assmats sur les différents quartiers concernés ...

Budget détaillé : détail par année et par poste de dépenses

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Actions d'intermédiation dans les quartiers	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
RPE Mobile (charges de personnel)	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	
TOTAL	70 000 €	70 000 €	70 000 €	70 000 €	

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Caf (droit commun)	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
CD	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €

Ville	13 000 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €
Ville (CLSol)	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Etat (CLSol)	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL	70 000 €	70 000 €	70 000 €	70 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de familles bénéficiaires	50 familles toutes actions confondues	100	150	150	150
Nombre d'assmats et de parents participants	/	20	50	70	100
Nombre d'actions spécifiques proposées dans les quartiers	10	20	20	20	20
Nombre de réunions d'information aux familles dans les quartiers	2	6	6	6	6

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Sous Thématique 2 : Faire de la jeunesse un enjeu prioritaire de lutte contre la pauvreté en prévenant le décrochage

Fiche projet 2.1 : Renforcer la sécurisation des parcours des jeunes

Action 2.1.1 : Ouverture d'accueil jeunes de proximité : pour un accompagnement éducatif renforcé

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Contexte :

Trois Maisons pour Tous, structures d'animation socio-culturelles et d'accompagnement social, projettent de créer en 2024 un lieu d'accueil des jeunes (11 – 17 ans) en vue de les épauler dans leur socialisation, autonomie et insertion socio-professionnelle. Ce projet répond au constat du manque d'espaces dédiés à la jeunesse dans les territoires et aux besoins sociaux repérés.

Les Maisons Pour Tous concernées – Villon (quartier Alco), Curie (quartier Celleneuve), Escoutaire (quartier Saint Martin) – accueillent toutes exclusivement des publics des quartiers prioritaires de la ville. Deux d'entre elles – Villon et Escoutaire – ont un agrément Centre Social.

Afin de soutenir les équipes en place, composées d'animateurs, il est envisagé de créer pour les espaces jeunesse deux postes d'éducateur spécialisé, un dès à présent, le second en 2026..

Description de l'action :

Ces postes seront dédiés à l'accompagnement socio-éducatif individuel et collectif des adolescents, notamment ceux reconnus comme fragiles.

L'éducateur interviendra selon le principe de libre-adhésion et d'un travail de proximité, à partir du lieu d'accueil fréquenté par les jeunes, dans l'objectif d'établir un contact avec les adolescents et d'identifier leurs besoins.

Il participera également à la conception et la réalisation de projets et proposera un accompagnement socio-éducatif adéquat (individuel autant que collectif) ainsi que l'élaboration d'actions de prévention et d'insertion.

Dans le cadre du Contrat Local des Solidarités est prévue une mise en œuvre progressive de l'action, les postes d'éducateur spécialisé étant positionnés en priorité sur les 2 maisons pour tous ayant un agrément centre social, Escoutaire dans un premier temps (2024 et 2025) puis Villon dans un second temps (2026 et 2027)

Date de mise en place de l'action : 1^{er} septembre 2024

Durée de l'action : expérimentation – 3.5 ans

Partenaires et co-financeurs :

Co-financement : Etat – Ville de Montpellier

Partenaire : APS 34 (association dédiée à la prévention spécialisée)

Modalités d'implication des personnes concernées :

L'objet premier du projet est de développer des actions en direction des jeunes par l'ouverture d'un accueil jeunes, véritable point multi-services. Il s'agit de mettre en place un lieu de rencontres et d'échanges accessible à tous afin de **permettre aux jeunes d'organiser leur temps libre** : organisation de projets culturels, sportifs ou de loisirs, participation aux manifestations culturelles et festives du territoire. L'objectif est de proposer aux jeunes un **espace citoyen de rencontres, de discussions, d'expression d'informations et d'élaboration de projets**. Ces échanges permettront de repérer les jeunes les plus fragiles qui seront pris en charge par l'éducateur, tant sur des temps collectifs qu'individuels.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Postes d'éducateur spécialisé	25 000 €	50 000 €	100 000 €	100 000 €	½ poste en 2024 1 poste en 2025 2 postes à partir de 2026
TOTAL	25 000 €	50 000 €	100 000 €	100 000 €	

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	/	/	/	/
Ville (CLSol)	12 500 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €
Etat (CLSol)	12 500 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €
TOTAL	25 000 €	50 000 €	100 000 €	100 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de jeunes accompagnés collectivement	Action non démarrée	30/mois	60 à 80/mois	120 à 160/mois	120 à 160/mois
Nombre de jeunes accompagnés individuellement	Action non démarrée	10/mois	20 à 30/mois	40 à 60/mois	40 à 60/mois

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Sous Thématique 3 : La participation des personnes concernées, et/ou accompagnées, en situation de précarité

Fiche projet 3.1 : Dotation pour le défraiement et la formation des personnes en situation de précarité, accueillies/accompagnées, afin de faciliter et favoriser leur implication

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Contexte :

« *Tout ce qui est fait pour moi, sans moi est fait contre moi* », Gandhi et Nelson Mandela

Même si la participation citoyenne est inscrite dans les textes, elle reste encore peu mise en œuvre et sont constatées les limites des politiques destinées à lutter contre la pauvreté lorsqu'elles sont entreprises sans concertation avec les personnes concernées.

Pourtant la participation des personnes concernant l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques les affectant en premier lieu est l'opportunité pour elles de donner leur avis et de permettre la prise en compte de leurs conditions de vie dans la définition de politiques de services locaux d'accueil, d'accompagnement, d'intervention... quels que soient leur type (structures AHIL, Accueil de jour, accueil jeunes, etc.).

Description de l'action 2024 :

Promouvoir et renforcer la participation des personnes en situation de précarité et d'exclusion sur les territoires.

- Formation des professionnels et des personnes en situation de précarité à la co-construction de projet à destination de ces dernières (cf. les outils de diagnostic de la participation du Conseil Régional des Personnes Accompagnées).
- Défraiement des personnes en situation de précarité participant aux projets sollicitant leur implication.
- En cas de besoin et sous réserve de la disponibilité des crédits, financement de projets d'implication réelle et sur le temps long des personnes en situation de précarité à la co-construction de projet qui les concerne.

Date de mise en place de l'action : Action nouvelle - année 2024

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Modalités d'implication des personnes concernées

Il sera proposé à la FAS, le CRPA, ATD quart monde de travailler à calibrer le projet et définir les méthodologies adéquates aux actions qui seront mises en œuvre.

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Dotation défraiement	3 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Formation / projet	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
TOTAL	8 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	38 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville	4 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Etat	4 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL	8 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Evol° du nombre de formations mises en place	0	1	2	3	3
Evol° du nombre de défraiements demandés pour l'implication des personnes accueillies/accompagnées	0	2	6	10	10
Evol° du nombre de projets mettant les personnes concernées en situation de co-construction	0	2	6	8	10

AXE 2 : AMPLIFIER LA POLITIQUE D'ACCES A L'EMPLOI POUR TOUS

Sous Thématique 1 : Faciliter la sortie de la pauvreté et l'accès à l'emploi des personnes les plus éloignées

Fiche projet 1.1 : Développer les dispositifs d'insertion par l'activité économique, et plus largement les dispositifs d'inclusion sur le territoire de la Métropole

Collectivité porteuse :

Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Une des mesures à prendre pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes en situation de précarité consiste à augmenter les supports de travail, dédiés et rémunérés, permettant de mettre ou de remettre le pied à l'étrier du monde du travail.

L'Insertion par l'activité économique (IAE) est un des rares dispositifs qui permettent aux personnes les plus éloignées de l'emploi de bénéficier de contrats de travail liés à un accompagnement renforcé favorisant leur insertion sociale et professionnelle de manière durable. Cette offre d'insertion par l'activité économique mériterait d'être renforcée sur le territoire métropolitain. Elle est moindre que sur d'autres territoires français et pourtant les besoins sont importants, avec un taux de chômage qui figure parmi les plus élevés de France.

Description de l'action :

Soutien à l'IAE - Favoriser la création et le développement de Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) afin que davantage de postes en insertion soient créés sur le territoire. Un des vecteurs sera de leur faciliter l'accès à la commande publique ainsi que de développer l'achat responsable des entreprises et grands comptes du territoire. Il pourra également être envisagé de les soutenir via des aides financières au fonctionnement, voire des aides ponctuelles à l'investissement. L'émergence d'associations préfigurant ou envisageant le statut d'Entreprises d'Insertion pourra à ce titre être soutenue.

D'une manière générale, une attention particulière sera portée aux projets d'insertion par l'activité économique œuvrant à la fois pour l'insertion des publics bénéficiaires de l'action mais aussi en faveur de l'amélioration des conditions de vie des habitants de la Métropole en situation de pauvreté, tel que l'aide alimentaire, la santé, le développement de projets d'économie circulaire diminuant le coût de la vie, etc.

Dispositif 1ères heures - Mettre en place un dispositif d'accompagnement d'un public adulte (ou jeune) en situation de grande exclusion (personnes sans domicile fixe et sous addiction), vers une reprise d'activité progressive, la personne étant amenée à travailler quelques heures par semaine, avec une rémunération à la journée et en liquide. L'objectif est d'inciter la personne à retrouver en emploi, prendre conscience de ses limites actuelles (addiction), entrer sur un parcours de soin, et à terme, trouver un emploi pérenne et un logement.

Territoire Zéro Chômeur longue Durée - Dans le cadre de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de longue durée (TZCLD), La Métropole a déposé une demande de labélisation TZCLD pour le territoire Haut de Massane (Montpellier) - la Valsière (Grabels). Il s'agirait de soutenir le projet et de faciliter le démarrage de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) par l'octroi d'aide(s) au fonctionnement et/ou à l'investissement.

Date de mise en place de l'action : action existante renforcée et démarrage 2ème semestre 2023 pour les actions 1.1.2 et 1.1.3

Durée de l'action : indéterminé

Partenaires et co-financeurs :

Etat, France travail, Département, Associations, FSE

Modalités d'implication des personnes concernées :

Les personnes mobilisées à travers ces différentes actions devront avoir signer un contrat d'engagement avec l'un des partenaires du réseau pour l'emploi conformément aux orientations de loi Plein emploi concernant la mise en place de France Travail.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Soutien à l'IAE	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	
Mise en place d'un dispositif de type premières heures	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
TZCLD	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	
TOTAL	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	300 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Soutien à l'IAE				
Métropole (CLSol)	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €
Etat (CLSol)	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €
TOTAL	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €

Financement prévu Dispositif de type premières heures	2024	2025	2026	2027
Métropole (CLSol)	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Etat (CLSol)	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €

Financement prévu TZCLD	2024	2025	2026	2027
Métropole (CLSol)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Etat (CLSol)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
TOTAL	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de personnes embauchées		50	70	90	110
Nombres d'emploi créés par l'EBE	0	20	40	40	40
Sorties dynamiques (emplois, formations)		30%	30%	30%	30%

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Fiche projet 1.2 : Mobiliser les entreprises du territoire en faveur des publics en précarité

Collectivité porteuse :

Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Bien qu'elle soit une des Métropoles où le taux de chômage reste des plus élevés, la Métropole de Montpellier est aussi l'une où la croissance de l'emploi est la plus dynamique. Ce paradoxe caractéristique du territoire s'explique par une croissance importante de la population active. Il n'en demeure pas moins que l'activité économique est belle et bien dynamique sur le territoire. L'enjeu est donc de favoriser le rapprochement entre l'activité générée par les entreprises locales et les demandeurs d'emploi locaux. Plus particulièrement, des actions doivent être mises en place pour favoriser la mobilisation des entreprises en faveur de l'emploi des plus précaires (mises en situations professionnelles, parrainage et recrutement).

Description de l'action :

Créatrices d'activité et d'emploi et soucieuses de leur impact sociétal, les entreprises du territoire peuvent donc pleinement contribuer à l'insertion durable des habitants en situation de précarité, en reconnaissant les compétences et les potentiels des personnes et en soutenant les acteurs de proximité qui agissent au quotidien en faveur de cette cible. Certaines entreprises sont déjà investies dans des actions concrètes et souhaitent aller plus loin dans leur démarche d'inclusion. D'autres souhaitent s'impliquer mais ne disposent pas des outils pour agir et ne connaissent pas les besoins et les interlocuteurs sur qui s'appuyer.

L'Etat et la Métropole structurent une démarche globale de mobilisation des entreprises qui veulent agir en faveur des personnes éloignées de l'emploi. Trois principaux outils de mobilisation sont aujourd'hui en cours de déploiement :

- Hérault une chance, 100 entreprises inclusives : mobilisation en faveur de l'insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi et en faveur de l'achat responsable.
- La Charte Entreprises et Quartiers puis depuis 2019 le Pacte avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises : mobilisation en faveur des habitants des quartiers sur l'éducation, l'orientation scolaire, emploi, insertion et formation, le développement économique, les services de proximité, ou encore le soutien aux initiatives locales et mécénat de solidarité.
- Un Portail d'engagement sociétal des entreprises, « Montpellier Impact », porté par la Métropole de Montpellier et co-financé par l'État dans le cadre de la « Cité de L'emploi ». Ce portail en ligne facilite l'interconnaissance des entreprises et d'associations locales luttant contre la pauvreté pour faciliter les actions de recrutement / bénévolat d'entreprises / mécénat, etc.

Dans ce cadre, des acteurs associatifs ont été identifiés pour leurs méthodes innovantes d'accompagnement d'entreprises du territoire au recrutement de candidats éloignés de l'emploi qu'il conviendrait de soutenir pour expérimenter à plus grande échelle.

Les actions identifiées dans le cadre de ce présent plan seront mises en avant auprès des entreprises.

Date de mise en place de l'action : action existante renforcée. Renouvellement des actions au 1er semestre 2024

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs : Etat, France travail, Département, Associations

Modalités d'implication des personnes concernées :

Les personnes mobilisées à travers ces différentes actions devront avoir signer un contrat d'engagement avec l'un des partenaires du réseau pour l'emploi conformément aux orientations de loi Plein emploi concernant la mise en place de France Travail.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Wake-Up Café	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
60 000 Rebonds	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Coraline	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	
UCRM	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
TOTAL	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole (CLSol)	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €
Etat (CLSol)	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €
TOTAL	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre d'entreprises impliquées et accompagnées		300	300	300	300
Nombre de demandeurs d'emplois bénéficiaires		200	200	200	200

Nombre de sorties positives (emploi, formation)		30%	30%	30%	30%
--	--	-----	-----	-----	-----

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Fiche projet 1.3 : Expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi

Collectivité porteuse :

Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Les crises successives aggravent fortement une précarité déjà structurelle et diffuse sur la Métropole de Montpellier, il est important d'innover.

L'expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi doit permettre de redonner des opportunités d'insertion professionnelle à des personnes en situation de précarité, voire d'exclusion sociale.

Description de l'action :

Ces parcours d'accompagnement à expérimenter devront donc spécifiquement cibler des personnes en situation de pauvreté et viser un objectif mesurable d'accès à l'emploi.

3 actions seront menées :

- Action d'Accompagnement vers l'emploi
- Action dédiées aux femmes
- Action Uni'vers (CCAS)

Doivent être privilégiées des méthodes travaillant à un accompagnement global renforcé, à la fois social et professionnel et, autant que possible, s'appuyant simultanément sur des mises en situations professionnelles. Cet accompagnement devra s'attacher à lever des freins sociaux, mais aussi travailler sur la valorisation des compétences de chacun et l'estime de soi. Toute action consistant uniquement à travailler sur la levée de freins spécifiques devra impérativement s'inscrire dans un parcours plus global à visée d'emploi.

Des démarches "d'aller vers" et de « faire avec » particulières devront être pensées et menées pour repérer et remobiliser des publics invisibles, en décrochage et rejetant l'offre de service existante.

Le Pacte des solidarités va ainsi permettre de soutenir des actions en cohérence avec la logique d'accompagnement global et renforcé au cœur de la loi pour le plein emploi qui sera mise en œuvre par le Réseau pour l'emploi.

Une mixité dans les profils des bénéficiaires s'avérera souvent préférable (pour créer des liens, travailler sur les préjugés, etc). Toutefois, pour certaines catégories de cibles, la mise en œuvre d'actions renforcées, adaptées, pourra s'avérer pertinente, notamment à destination d'une typologie de publics rencontrant des freins communs à une situation commune (réfugiés, femmes dans les quartiers prioritaires, familles monoparentales, etc).

Il est par ailleurs indispensable que ces parcours expérimentaux s'inscrivent en complémentarité des dispositifs existants ainsi que de ceux déployés dans le cadre du Pacte local des solidarités départemental, notamment l'accompagnement global mis en place par Pôle emploi. Un état des lieux de l'offre de services et dispositifs existants devra être mené avant toute mise en œuvre d'actions nouvelles, afin d'en assurer la complémentarité, la pertinence et garantir l'apport d'une réelle valeur-ajouté. A cette fin, les collaborations, voire la coordination, entre acteurs existants seront fortement encouragées.

Pour mener ces expérimentations, la Ville et la Métropole comptent s'appuyer sur le CCAS et des acteurs associatifs de terrain, pour leur connaissance fine des problématiques liées aux publics.

Date de mise en place de l'action : action existante renforcée – renouvellement des actions au 1er janvier 2024.

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs : Etat, France Travail, Département, Associations, FSE

Modalités d'implication des personnes concernées :

Les personnes mobilisées à travers ces différentes actions devront avoir signer un contrat d'engagement avec l'un des partenaires du réseau pour l'emploi conformément aux orientations de loi Plein emploi concernant la mise en place de France Travail.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Accompagnement à l'emploi	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	
Action « femmes »	45 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	
Uni'Vers - CCAS	80 000 €	80 700 €	86 450 €	86 450 €	
TOTAL	155 000 €	155 700 €	161 450 €	161 450 €	633 600 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Accompagnement à l'emploi				
Métropole (CLSol)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Etat (CLSol)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
TOTAL	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Action « femmes »				
Métropole (CLSol)	22 500 €	22 500 €	22 500 €	22 500 €
Etat (CLSol)	22 500 €	22 500 €	22 500 €	22 500 €
TOTAL	45 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Uni'Vers - CCAS				
CCAS (CLSol)	40 000 €	40 350 €	43 225 €	43 225 €
Etat (CLSol)	40 000 €	40 350 €	43 225 €	43 225 €
TOTAL	80 000 €	80 700 €	86 450 €	86 450 €

Total des financements prévus	2024	2025	2026	2027
Métropole	37 500 €	37 500 €	37 500 €	37 500 €
CCAS	40 000 €	40 350 €	43 225 €	43 225 €
Etat	77 500 €	77 850 €	80 725 €	80 725 €
TOTAL	155 000 €	155 700 €	161 450 €	161 450 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de personnes accueillies		3 000	3 000	3 000	3 000
Nombres de personnes accompagnées		150	150	150	150
Sorties positives		30%	30%	30%	30%

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

AXE 3 – LA LUTTE CONTRE LA GRANDE PAUVRETE ET L'ACCES AUX DROITS

Sous Thématique 1 :

Accéder aux droits sociaux et santé pour prévenir la bascule dans la pauvreté

Fiche projet 1.1 :

Développer et renforcer l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie.

Action 1.1.1 : Décloisonnement de l'accueil de jour Gammes - Issue

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier et Métropole Montpellier Méditerranée

Contexte :

L'accueil de jour porté par l'association Gammes sur le bas du quartier Gambetta, rue Saint Claude, est saturé et il semblait urgent de proposer un decloisonnement de celui-ci. La ville de Montpellier a ainsi mis à disposition la salle Jacques d'Aragon, sur les rives du Lez quartier Port Marianne pour pouvoir soutenir l'accueil des publics à la rue. Cette mise à disposition de lieux a cessé au 30 avril 2022 et l'association a été repositionné au relai des solidarités alimentaires sur les rives du Lez, avenue de Boirargues.

Description de l'action :

En 2023, la ville de Montpellier a obtenu une mise à disposition d'un local transitoire de 300 m2 par la SA3M sur les rives du Lez, avenue de Boirargues. Ce local, le relai des solidarités alimentaires, aménagé dans le cadre d'un projet transitoire de la ZAC de la BAUME par SA3M, la Ville de Montpellier et VINCI Immobilier a été repensé et mis en accessibilité pour pouvoir répondre aux exigences d'un accueil de jour, et l'organisation de distributions alimentaires. Le local, géré par la ville est mis à disposition des associations, sur demande motivée, pour y organiser des actions de solidarité au profit des publics en grande précarité. De jour

Dans la continuité du projet 2023, le projet 2024 consiste toujours à financer l'association Gammes pour organiser dans ce local un accueil, durant 5 mois sur la période estivale, en decloisonnement de celui présent sur le bas du quartier Gambetta rue Saint Claude et en complément des crédits de la DDETS couvrant la période hivernale. L'équipe est constituée de 3 ETP temps plein dont un coordonnateur référent de proximité appuyant le Chef de service du pôle accueil de l'association. Plusieurs services civiques sont également mobilisés sur l'organisation de la collation matinale sur site.

La prestation de l'accueil de jour permet une collation en matinée : le rechargement des appareils numériques, l'accompagnement dans les démarches administratives, la mise à l'abri pendant les intempéries et les périodes caniculaires.

La ville et SA3M projette en 2024 de terminer la mise en conformité ERP.

Date de mise en place de l'action : action existante

Ouverture de l'accueil de jour : de juin à Octobre de 8h30 à 16h30

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

ALTEMED / SA3M

Partenariats privé : union Matériaux, Leroy Merlin, Castorama

Modalités d'implication des personnes concernées

Chantiers d'insertion pour la réalisation des travaux impliquant les bénéficiaires.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Masse salariale 3 ETP	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	
Achat fourniture / produits alimentaires	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	
Frais de fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
TOTAL	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	240 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Ville	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
CCAS	0 €	0 €	0 €	0 €
Etat (Plan pauvreté)	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
TOTAL	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de passages hebdomadaires au regard du	500	500	500	500	500

nombre de passage total CORUS/RSA					
Nombre de prestations « solidarité alimentaire » (petit dej + atelier cuisine) hebdomadaires	170	200	200	200	200

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 1.1.2 : Relai des Solidarités Alimentaires : travaux d'investissement et soutien au fonctionnement du site

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Contexte :

La Ville de Montpellier a pris l'engagement à la suite des états généraux pour la solidarité alimentaire fin 2021 de proposer à toutes les associations effectuant des distributions alimentaires un local adapté afin de préserver la dignité des bénéficiaires comme celle des bénévoles engagés.

Par ailleurs l'accueil de jour PAUSE du secteur Gambetta totalement saturé connaissait des débordements y compris sur la voie publique. Un desserrement de cet accueil était proposé jusqu'à fin 2022 dans l'espace Jacques Ier d'Aragon dans des conditions trop sommaires.

Aussi le projet transitoire du Relai des Solidarités Alimentaires qui propose +200 m2 sur deux étages permet de répondre à ces deux problématiques tant au niveau de l'accueil des publics que des solutions logistiques proposées aux associations hébergées.

Description de l'action 2024 :

- Le premier enjeu de l'année 2024 est de sécuriser le Relai des Solidarités Alimentaires conformément à la réglementation ERP (Etablissement Recevant du Public) suite à son changement de destination.
- Le 2^{ème} enjeu est d'assurer le fonctionnement quotidien du Relai des Solidarités Alimentaires :
 - Subvention à l'AHM pour soutenir une distribution alimentaire quotidienne
 - Action de participation des bénéficiaires : chantiers éducatifs et d'insertion, partenariats SCC34
 - Frais de fonctionnement du site non pris en charge par les associations (fluides principalement).

Date de mise en place de l'action : action existante – phase 2

Durée de l'action : 1 an sur les travaux et 4 ans sur le fonctionnement

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

ALTEMED / SA3M propriétaire

CCAS

Gammes, Association Humanitaire de Montpellier, CROIX ROUGE, SCC34, Synergie dans nos rue, coiffeurs solidaires

Modalités d'implication des personnes concernées

- chantiers éducatifs et d'insertion des bénéficiaires pour l'entretien et la mise en sécurité du relai

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Mises aux normes ERP	40 000 €				Investissement
Fonctionnement quotidien	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	
TOTAL	60 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	120 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville	30 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Etat	30 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL	60 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Mise aux normes ERP	Pas de mise aux normes ERP	SSI sanitaires rdc	Accès PMR Sécurisation ouvrant R+1		
Evolution consommation fluide (eau et électricité)	7 200 € elec 3 500 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau	6 500 € elec 4 000 € eau
Nombre de jours d'ouverture du Relai par an	364	273	303	303	303

Moyenne annuelle du nombre de repas quotidiens distribués	80 000	75 000	75 000	75 000	75 000
---	--------	--------	--------	--------	--------

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 1.1.3 : Développer l'offre d'hygiène à destination des personnes en situation de rue et favoriser le lien social avec de l'aller vers.

Collectivité porteuse : Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Le rapport d'enquête de la première Nuit de la solidarité, organisée en mai 2019 sur le territoire, mettait en évidence que seulement 46% des enquêtés arrivaient à prendre une douche sans difficulté. Quatre années après ce constat, la dernière édition de la Nuit de la solidarité met en avant que ce besoin est mieux couvert, avec une majorité des enquêtés répondant favorablement quant à la possibilité de prendre une douche. Toutefois, même si l'accès aux douches ressort majoritairement comme un besoin rempli, cela ne permet pas de mettre en évidence la dimension plus qualitative de ce besoin. Plusieurs associations du territoire font notamment remonter le manque d'intimité et la nécessité d'orienter des réponses spécifiquement pour le public femme.

Description de l'action :

Les équipes de la Bulle douche nomade effectuent des maraudes et rencontrent les personnes sans chez soi sur le territoire métropolitain, et en particulier dans les zones dans lesquelles il n'existe pas de point d'accès à l'hygiène pour ces publics. Le camping-car aménagé de la Bulle douche nomade offre un accès à une douche chaude. Les équipes effectuent des dons de vêtements et de produits d'hygiène et proposent un accueil permettant de créer un lien avec les personnes en situation de rue, de les informer sur leurs droits, de les mettre en contact avec les professionnels en capacité de les aider.

En 2022 et 2023, l'association s'est professionnalisée grâce aux financements publics et a pu augmenter de ce fait le nombre de maraudes réalisées sur le territoire. Il s'agira durant la durée du Pacte local des solidarités de poursuivre ce travail auprès des plus vulnérables, et renforcer l'association pour la pérennisation de ses activités.

Le travail engagé par l'association sur l'accueil des femmes et familles en partenariat avec les associations locales spécialisées sur ce public sera poursuivi. Cette action pourra s'articuler avec le plan d'action dédié aux familles monoparentales à venir d'ici fin 2026.

Date de mise en place de l'action : Action existante

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Pas d'autres co-financeurs

Modalités d'implication des personnes concernées :

A affiner collectivement courant 2024

- Co-construire l'évaluation de l'action avec l'association, les partenaires impliqués et les personnes concernées (temps d'échange et de bilan)

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Déploiement des maraudes de la Bulle douche nomade	60 000 €	50 000 €	40 000 €	30 000 €	Aller chercher des co-financements
TOTAL	60 000 €	50 000 €	40 000 €	30 000 €	180 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	30 000 €	25 000 €	20 000 €	15 000 €
Ville				
Etat	30 000 €	25 000 €	20 000 €	15 000 €
TOTAL	60 000 €	50 000 €	40 000 €	30 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Nombre de maraudes réalisées	195 maraudes	200	200	200	200
Nombre de douches réalisées	832 douches	900	900	900	900
Nombre de personnes rencontrées en maraudes	1059 rencontres dont 249 personnes différentes (191 hommes, 53 femmes, 5 mineurs)	1000/250	1000/250	1000/250	1000/250
Couverture des différentes communes de la Métropole	12 dont Montpellier	12	12	12	12

--	--	--	--	--	--

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 1.1.4 : PLM – Plateforme de Logistique Mutualisée (non alimentaire) de l'AERS

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Contexte :

Confrontées régulièrement à des difficultés de stockage et de logistique, faute de lieu, de matériels, et d'une organisation adaptée, les associations devaient souvent renoncer à d'importantes quantités de produits dont les populations en situation de précarité qu'elles accompagnent ont pourtant grandement besoin.

La PLM facilite l'accès aux biens de 1ère nécessité pour les acteurs associatifs du territoire qui les distribueront ensuite aux personnes les plus démunies ; en outre elle offre aux associations de l'Hérault un espace dédié pour la collecte, le stockage et la distribution, tout en proposant une organisation optimisée.

Depuis fin 2021, dans l'Hérault, ce sont 12 000 personnes qui ont bénéficié des produits distribués par la PLM pour un prix équivalent à 3% du prix du marché.

La Plateforme de Logistique Mutualisée portée par l'AERS coopère avec plus de 45 partenaires associatifs. Elle est partenaire de l'agence du don en nature pour laquelle elle facilite la distribution des dons reçus par cette dernière.

Les structures partenaires du projet ont assurés 950 jours d'ouverture d'accueil de jour et 720 maraudes sur 2023, avec une forte diversification de la gamme de produits d'hygiène distribués, passant de 5/10 produits à une liste de 23, notamment crèmes hydratantes, lingettes, anti-moustique, rasoirs, déodorants, qui n'étaient pas distribués ou de manière très marginale.

Description de l'action 2024 :

Il s'agit donc ici de soutenir le développement de cette plateforme en permettant l'achat de denrées non alimentaires mais également de lui permettre une visibilité auprès des acteurs de la solidarité alimentaire de la métropole et par ricochet auprès de leurs bénéficiaires.

Date de mise en place de l'action : Fin 2021

Durée de l'action : Indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Agence du don en nature, Ikeé, Leroy Merlin, Netto, Crédit coopératif, Fondation Bruneau, Suez, Com event, Steelnetwork.

Modalités d'implication des personnes concernées

Le choix des produits est réalisé en échangeant avec les associations utilisatrices au contact direct avec les personnes concernées.

- A l'occasion des journées Pack and Collect à l'entrepôt et des maraudes qui s'ensuivent
- A l'occasion de temps de rencontres/séances dédiées.
- Via le retour des associations bénéficiaires qui questionnent leur public à travers leurs actions et/ou instances : maraudes, CVS...

Pour diffuser cette pratique la PLM participera aux temps de formations, d'échange de pratiques, de capitalisation partagés avec tous les partenaires du Contrat Local des Solidarités.

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Charges de personnel	55 000 €	55 000 €			
Frais de services, impôts et fonctionnement	70 000 €	70 000 €			
Achat produits de 1ère nécessité	5 000 €	5 000 €			
TOTAL	130 000 €	130 000 €			

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €
Ville	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Etat	7500 €	7500 €	7500 €	7500 €
TOTAL	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Evolution du nombre de personnes bénéficiaires	12 000	19 000			
Evolution du nombre de tonnes de produits distribués	45	50			

Evolution du nombre de partenaires	45	50			
------------------------------------	----	----	--	--	--

Action 1.1.5 : Habitat Intercalaire, phase 2 : agréments et nouveaux sites

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Contexte :

L'habitat intercalaire vise à loger temporairement des personnes en situation de fragilité ou nécessitant une protection particulière et permettre leur retour vers le droit commun du logement par un accompagnement social sur le site même. L'habitat intercalaire intervient quand les solutions d'hébergement et/ou de logement adapté ne peuvent pas être mobilisées dans le cadre du droit commun. L'habitat intercalaire n'est pas une alternative aux solutions d'hébergement ou de logement et se concentre sur les publics sans solutions adaptée au sein des structures d'hébergements ou des logements sociaux.

L'habitat intercalaire est institué par les dispositions de l'article 29 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Loi Elan). Il constitue dès lors un nouveau mode d'accueil des publics sans solutions d'hébergement ou de logement dans une logique de parcours pour le retour au droit commun.

Courant 2023 les solutions intercalaires se stabilisaient à Montpellier autour de 100 places effectives grâce au conventionnement de nouvelles associations gestionnaires : 20 places Boirargues, 20 places Les grèzes, 20 places Mas rouge (Appartement et villa), 6 places Einstein et 14 places St Pierre (+ 20 places dans le cadre du CTAIR).

Description de l'action 2024 :

- Transférer la gestion de certains sites auprès d'associations agréées
- Agréer ces 2 associations pour chaque site intercalaire dont elles auront la gestion : agrément sur dossier avec projet de gestion du bâti, de fonctionnement du site et d'accompagnement des personnes.
- Mise en place d'une procédure d'orientation prenant en compte les propositions du SIAO 34 en fonction des publics en attente et des particularités des sites intercalaires

Date de mise en place de l'action : action existante

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

ACM, SA3M, CCAS, Promoteurs privés : VINCI IMMOBILIER, Fondation Abbé Pierre

Modalités d'implication des personnes concernées

- Participation aux chantiers d'aménagement des biens
- Participation aux instances de régulation des lieux de vie

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Conventionnement des associations	75 000 €	78 508 €	82 758 €	92 758 €	
TOTAL	75 000 €	78 508 €	82 758 €	92 758 €	329 024 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville	37 500 €	39 254 €	41 379 €	49 379 €
Etat	37 500 €	39 254 €	41 379 €	49 379 €
TOTAL	75 000 €	78 508 €	82 758 €	92 758 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Places disponibles au 31/12/23	50	52	55	60	
Nombre de contrats renouvelés	21	15	10	10	10
Nombre de nouveaux contrats de résidents	3	9	14	14	14
Nombre de relogts de droit commun	2	8	13	13	13

Action 1.1.6 : Aller vers les personnes en situation de rue les plus marginalisées et leur proposer des solutions au plus proche des besoins

Collectivité porteuse : Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

La dernière enquête Nuit de la solidarité met en avant qu'en 2023, au moins 2 794 personnes étaient sans-domicile à l'échelle de la Métropole de Montpellier. Malgré les efforts déployés, le nombre de personne en grande vulnérabilité reste important, avec un taux de pauvreté sur le territoire à 19%. Au-delà des personnes identifiées, certaines s'éloignent des dispositifs et se retrouve parfois en situation de non recours au droit. Les maraudes du Samu social, qu'elles soient exploratoires ou suite à une sollicitation de partenaires, permettent d'apporter un premier niveau de réponse à ce public. En 2022, ce sont 999 personnes rencontrées par le Samu social, avec le constat fait par les équipes d'une dégradation de l'état de santé des personnes.

Description de l'action :

Initiée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'extension géographique des maraudes du Samu social sera poursuivie une année en 2024. Cette intervention sur un périmètre élargi permet d'apporter un soutien aux communes, collectivités et services sociaux pour l'évaluation des situations sur le territoire et les réponses à la grande marginalité. L'action a permis de mettre en œuvre des conventions opérationnelles avec les différents CCAS afin que le Samu Social puisse être réactif sur les signalements des professionnels et des policiers municipaux, et de pouvoir travailler ensemble afin d'accompagner au mieux le public en situation de rue.

Date de mise en place de l'action : action existante

Durée de l'action : action ponctuelle – année 2024

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Pas d'autres co-financeurs

Modalités d'implication des personnes concernées :

A affiner collectivement courant 2024

- Co-construire l'évaluation de l'action avec l'association, les partenaires impliqués et les personnes concernées (temps d'échange et de bilan)

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Extension des maraudes du Samu social sur les communes de la Métropole	95 000 €				Action prévue pour une année
TOTAL	95 000 €				95 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	47 500 €			

Ville				
Etat	47 500 €			
TOTAL	95 000 €			

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Nombre de personne rencontrées	9 237	9 250	-	-	-
Nombre/taux de personnes rencontrées sur 3M hors Mtp	443 (4,8%)	475 (5%)	-	-	-

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 1.1.7 : Centre d'hébergement d'urgence Rives du Lez

Collectivité porteuse : Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte : Financement de l'hébergement des personnes isolées sortant de la rue au centre d'hébergement d'urgence provisoire des Rives du lez

Description de l'action : L'association GAMMES dispose d'un agrément pour accueillir 90 personnes dans le bâtiment d'hébergement propriété du CNFPT « Rives du Lez » venant de la rue ou ayant un parcours d'hébergement instable :

- Gestion et régulation du collectif
- Soutien dans les actes de la vie quotidienne
- Accompagnement adapté aux multiples problématiques du public (santé, droits non ouverts, situations administratives complexes, ...)
- Orientation vers les dispositifs répondants aux besoins repérés et à la demande des personnes

Date de mise en place de l'action : 2024

Durée de l'action : 1 an

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Etat DDETS BOP 177

Modalités d'implication des personnes concernées : à affiner collectivement courant 2024

- Co-construire l'évaluation de l'action avec les parties prenantes (temps d'échange et de bilan)

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Financement de la gestion du centre d'hébergement	50 000€				vente du bâtiment par le CNFPT
TOTAL	50 000 €				

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	25 000 €			
Ville				
Etat	25 000 €			
TOTAL	50 000 €			

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de places agréées	90	90			
Nombre de personnes hébergées / an	140	140			

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires

Sous Thématique 2 :

Prévenir les expulsions locatives

Fiche projet 2.1 :

Renforcer la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages

Collectivité porteuse :

Montpellier méditerranée Métropole

Contexte :

L'amélioration de la prévention des expulsions est un enjeu fort du Plan Départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées. De plus, les évolutions induites par la loi Kasbarian de 27 juillet 2023 nécessitent une adaptation du dispositif métropolitain de prévention des expulsions.

Faiblesses :

- Engorgement du système de prévention au sein des CCAPEX avec une hausse des ménages en difficultés économiques et sociales : Chiffres clés dans l'Hérault en 2023 : 3705 commandements de payer, 2585 assignations, 1279 concours de la force publique.
- Difficulté à mobiliser les locataires pour éviter les procédures d'expulsion (problèmes psychiatriques prégnant, situations de vulnérabilité pour lesquelles il est difficile de trouver une solution alternative à l'expulsion)
- Collaboration limitée avec les bailleurs privés
- Nécessité de prioriser les bénéficiaires en raison du manque de mesures dédiées à la prévention des expulsions locatives
- Besoin de pluridisciplinarité dans les équipes d'accompagnement (santé, juridique, social)

Opportunités :

- Maillage des acteurs au niveau local : Métropole, Etat, Département, CAF, MSA, associations, ADIL, tribunaux, bailleurs sociaux, etc.
- Systématisation des DSF (diagnostics sociaux et financiers) au stade de l'assignation et de la réquisition de la force publique.
- Mobilisation du FSL pour les aides directes et indirectes pour prévenir et éviter les expulsions
- Expérimentation d'actions innovantes adaptées aux nouveaux besoins

[Action 2.1.1 : Mesures d'accompagnement en prévention des expulsions dans le cadre de la CCAPEX](#)

Description de l'action :

Le développement de mesures d'accompagnement doit permettre de renforcer la prévention des expulsions dans le cadre de la CCAPEX

Objectifs :

- Développer des actions d'aller vers, avec l'augmentation progressive des mesures AVDL et PEX pour les ménages en logement repérés par les travailleurs sociaux en priorisant les locataires du parc privé
- Favoriser la conciliation et développer l'offre de médiation en amont des procédures
- Renforcer la communication et la lisibilité de l'offre d'accompagnement auprès des bailleurs privés et du milieu judiciaire (avocats, commissaires de justice).
- Sensibiliser les bailleurs sociaux à la médiation et aux possibilités de mutation

Date de mise en place de l'action : action nouvelle

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Pas d'autre co-financeur

Modalités d'implication des personnes concernées :

A affiner collectivement courant 2024

- Co-construire l'évaluation de l'action avec l'association, les partenaires impliqués et les personnes concernées (temps d'échange et de bilan)

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Mesures d'accompagnement via le FSL métropolitain	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
TOTAL	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	40 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Ville				
Etat	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Nombre d'accompagnements accordés par la CCAPEX	inconnue				
Nombre de mesures ASLL prévention des expulsions financées sur le territoire métropolitain	78	80	90	100	100

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 2.1.2 : Recrutement d'un chargé de mission prévention des expulsions en appui des partenariats locaux

Description de l'action :

La charte de prévention des expulsions et le règlement intérieur des CCAPEX en vigueur doivent être révisés notamment pour tenir compte des évolutions législatives en intégrant dans le pilotage, jusqu'à présent assuré par l'Etat et le Département, Montpellier Méditerranée Métropole.

Le recrutement d'un chargé de mission auprès de la CCAPEX doit permettre de renforcer la prévention des expulsions.

Le poste sera porté par une tierce structure qui reste à déterminer.

Objectifs généraux :

- Accompagner l'animation du dispositif de prévention des expulsions
- Développer les liens avec les collectivités du bloc communal
- Assurer la mise en place des antennes de prévention des expulsions locatives
- Coordonner une stratégie de relogement au sein du parc social
- Adapter le dispositif de prévention aux évolutions induites par la loi Kasbarian du 27 juillet 2023

Objectifs opérationnels :

- Co-écriture avec l'ensemble des acteurs :
 - Du nouveau règlement intérieur des CCAPEX
 - De la nouvelle charte de prévention des expulsions
- Développement de nouveaux modes de communication pour :
 - Sensibiliser un plus large public (prévention primaire)
 - Informer directement les ménages faisant l'objet d'une procédure d'expulsion locative sur les étapes et les échéances (prévention secondaire)
- Articulation des acteurs à partir de la charte et en lien avec les travaux du PDALHPD
- Propositions d'actions innovantes adaptées aux nouveaux besoins
- Gestion des données relatives à la prévention des expulsions :
 - Renseigner les données mensuelles de suivi auprès des décideurs
 - Elaborer de nouveaux indicateurs
- Appui à l'animation de la CCAPEX en amont et en aval des réunions
- Développement d'une culture commune concernant la prévention des expulsions locatives en contribuant à la formation des acteurs concernés

Date de mise en place de l'action : nouvelle action

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) : Montpellier Méditerranée Métropole, Conseil Départemental de l'Hérault et Etat

Modalités d'implication des personnes concernées : *A affiner collectivement courant 2024*

- Co-construire l'évaluation de l'action avec les parties prenantes (temps d'échange et de bilan)

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Chargé de mission prévention des expulsions	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	
TOTAL	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	240 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Ville				
Conseil Départemental	20 000€	20 000€	20 000€	20 000€
Etat (CLSol avec la Métropole)	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Etat (CLSol avec le CD34)	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
TOTAL	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Nombre d'antenne de prévention créées	0				
Nombre d'actions d'information et de sensibilisation mises en œuvre	0				

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Sous Thématique 3 :

Services pour les personnes en bidonvilles : Pérenniser et déployer les dispositifs expérimentaux existants

Fiche projet 3.1 :

Prévenir les risques sur les sites et sécuriser les conditions de vie

Action 3.1.1 : Travaux d'Amélioration des conditions de vie sur sites insalubres

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier – Direction Santé Publique et Environnementale
Unité Territoires Santé

Contexte :

Les conditions de vie sur les bidonvilles du territoire sont très dégradées et de nombreuses problématiques se posent au quotidien : gestion des déchets, accès à l'eau, à l'électricité, à des sanitaires, risques inondation et d'incendie etc.

Les installations sur site sont très inégales d'un bidonville à l'autre. Certains bénéficient d'un point d'eau et d'un compteur électrique, d'autres n'ont aucune installation, ce qui conduit les habitants à mettre en place par eux-mêmes des raccordements potentiellement dangereux.

Ces conditions de grande précarité occasionnent des mouvements des personnes d'un site à l'autre, voire la création de nouveaux sites sur le territoire, complexifiant le suivi social et la gestion des sites par la collectivité.

En outre, le cadre de vie joue un rôle déterminant dans le parcours d'insertion, car les démarches et la construction de projets (scolarité, formation, activité professionnelle) sont fortement dépendantes de la capacité des personnes à s'extraire de la gestion de l'urgence quotidienne. Cette situation représente donc un obstacle considérable à l'intégration des personnes, et contribue à les maintenir dans cette extrême précarité.

Dans le cadre de la stratégie de résorption des bidonvilles, certains sites sont identifiés comme prioritaires à résorber, ce qui acte le fait que les sites les moins prioritaires ne seront pas résorbés à très court terme. Aussi, il apparaît nécessaire d'enclencher des interventions techniques visant à garantir des conditions de vie moins dégradées et plus sécurisées aux habitants de ces bidonvilles, ce qui permettra de stabiliser les emplacements et de mieux travailler sur l'insertion de ces personnes.

Description de l'action :

Dans le cadre de la coordination des actions de résorption des bidonvilles mise en place au sein de la DSPE en 2022, et suite au diagnostic eau, assainissement et accès à l'électricité des bidonvilles de Montpellier réalisé par l'association Solidarités International, il est prévu de renforcer les interventions sur les sites par le biais des actions suivantes :

- Renforcement de la coordination avec les services de la Métropole sur le ramassage des ordures ménagères et encombrants.
- Nettoyage des abords/accès/alentours des bidonvilles, avec une implication des habitants, permettant d'éviter la prolifération de nuisibles.
- Amélioration des installations existantes parfois dysfonctionnelles voire dangereuses (arrivées d'eau qui fuient, raccordement électrique non sécurisé etc.).
- Réflexion en partenariat avec la Métropole sur l'accès à l'eau potable pour les personnes vivant en campement.
- Réflexion sur des actions de prévention de la pollution des sols et des cours d'eau.
- Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et prévention en amont des périodes à risques (canicules, incendies, inondation, grand froid).

Sites ciblés et travaux envisagés :

- Zénith 1 : sécurisation de l'accès à l'eau et à l'électricité (installation de nouveaux raccordements aériens), mise en place de blocs sanitaires, raccordement au réseau assainissement
- 10 autres sites : approfondissement du diagnostic pour préciser les préconisations pour chaque site

Date de mise en place de l'action : action existante

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

La Ville finance des actions de nettoyage, débroussaillage, travaux de raccordement, installations électriques. Elle finance aussi les associations en charge de travaux (Quatorze sur la mise en place des blocs sanitaires sur Zénith 1) et d'études (Solidarités International sur l'état des lieux et les préconisations), et qui participent à la mobilisation des habitants (La Cimade).

La Fondation Abbé Pierre est identifiée comme co-financeur sur l'installation de matériel sanitaire

FSE+ Appel à projets 2022/2025 - demande en cours d'arbitrage

Modalités d'implication des personnes concernées

Sur Zénith 1, l'association La Cimade, en charge de l'accompagnement social des personnes de ce bidonville, a présenté le projet aux habitants, et les a associés à la réflexion sur les aménagements à réaliser en amont du démarrage du projet, en lien avec l'association Quatorze, spécialisée dans les projets participatifs, notamment sur les bidonvilles. Les habitants ont ainsi pu faire remonter leurs besoins et propositions. Ils ont également été mobilisés et ont participé aux premières étapes de nettoyage. Les prochaines étapes permettront d'associer les habitants à la construction des blocs sanitaires et aux travaux de raccordement, en vue de renforcer leurs compétences et leur permettre de participer à la maintenance du site une fois les travaux finis.

L'objectif est de dupliquer ce modèle participatif et partenarial sur les autres sites concernés par cette action.

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Nettoyage, mise en place de matériel sanitaires pour accès à l'eau et assainissement	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	
TOTAL	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	-	-	-	-
Ville	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Etat	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
TOTAL	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre et type d'interventions réalisées	2 interv. Nettoyage + Débroussaillage	4 interv. Raccordements électricité + eau + assainissement + Installation de blocs sanitaires	3 int. Nettoyage+ Raccordements électricité + eau	3 int. Nettoyage+ Raccordements électricité + eau	3 int. Nettoyage + Raccordements électricité + eau
Nombre de sites et d'habitants impactés par les actions	1 site 62 pers.	1 site 62 pers. (suite 2023)	2 sites 140 pers.	2 sites 100 pers.	2 sites 50 pers.

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Fiche projet 3.2 :

Solutions de logement adaptées aux familles : actions pour favoriser la mobilisation des logements ou bâtis vacants

Action 3.2.1 : Appui d'ingénierie sur projets d'habitat transitoire

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier – Direction Santé Publique et Environnementale
Unité Territoires Santé

Contexte :

Dans le cadre de la stratégie partenariale de résorption des bidonvilles co construite par l'Etat (DDETS et Préfecture), la Fondation Abbé Pierre, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, une convention d'objectifs partagés signée pose les contours d'une coopération tripartite pour élaborer conjointement des solutions permettant de résorber les bidonvilles du territoire.

Tout un volet de cette stratégie consiste à renforcer et faciliter l'accès au logement (notamment le logement social) des ménages vivant en bidonvilles et étant aujourd'hui en capacité d'accéder à du logement (avec un accompagnement social adapté).

Nous constatons cependant que certains ménages ne peuvent pas accéder directement au logement social, et qu'il est nécessaire de pouvoir les accueillir dans des lieux d'hébergement transitoires afin de leur permettre, à terme, d'accéder à du logement pérenne.

Il a donc été inscrit dans la Convention d'objectifs partenariale une volonté de développer des projets d'accueil transitoires qui permettront de résorber des bidonvilles et de travailler, avec les ménages, un accompagnement social renforcé permettant l'orientation vers le logement pérenne.

Description de l'action :

Ces lieux d'accueil transitoires peuvent revêtir différents formats :

- Un terrain aménagé avec de l'habitat léger (modulaires, tiny houses, mobil-home etc.)
- Un petit bâtiment (type villa ou appartements) mis à disposition pour accueillir un ménage
- Un bâtiment de plus grande capacité, aménagé pour accueillir plusieurs ménages avec des espaces de vie collectifs

Les services de l'Etat ainsi que les collectivités locales (Ville et Métropole) s'engagent, via la Convention d'objectifs partenariale, à mettre à disposition des terrains ou des bâtiments vacants sur leurs réserves foncières et immobilières, pour développer ce type de projets.

Dans ce cadre il s'agit de bénéficier d'un appui d'ingénierie sur ces projets d'habitat transitoire : appui à la co-conception des projets en phase d'étude et à la co-construction en phase chantier.

Date de mise en place de l'action : action existante

Des sites prioritaires à évacuer ont été identifiés pour avril 2024 : 2 sites / 111 personnes

Développement de lieux d'accueil transitoires sur la période 2024-2027 : 2 terrains et 1 bâtiment a minima – Prospection foncière/immobilière en cours pour identifier de nouveaux sites

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Association Quatorze - Fondation Abbé Pierre

FSE + (demande en cours d'arbitrage) Appel à projets 2024/2025

Modalités d'implication des personnes concernées

Les bénéficiaires sont associés le plus en amont possible, dès la phase de conception pour les choix d'aménagement et l'établissement des règles de fonctionnement des lieux d'accueil. Ils contribuent aussi à la réalisation des opérations sur site, dans le cadre de chantiers participatifs, sur la base du volontariat.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Prestation d'ingénierie	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	
TOTAL	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Etat	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
TOTAL	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de nouveaux projets développés	2	1	1	1	1
Nombre de personnes bénéficiaires	34	20	40	30	20

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Fiche projet 3.3 :

Dispositifs d'insertion sociale, professionnelles et actions socio-éducatives en faveur des habitants des bidonvilles

Collectivité porteuse :

Ville de Montpellier

Pôle des Solidarités, Direction aux Egalités et Territoires - Service Cohésion sociale

Contexte :

Les habitants des bidonvilles sont en majorité des migrants intra-européens pauvres vivant dans des conditions très précaires qui présentent un risque élevé tant pour leur santé que pour leur sécurité. Ces personnes rencontrent de grandes difficultés à s'insérer dans la société du fait de plusieurs raisons :

- Conditions d'habitat précaires,
- Faible niveau de scolarisation,
- Manque de qualification,
- Barrière de la langue (orale et surtout écrite),
- Manque d'accompagnement.

Toutes ces problématiques complexifient significativement et dès le plus jeune âge leurs apprentissages, leurs accès à l'éducation, à l'instruction, aux loisirs et à la culture, plus tard leur accès à un emploi et à un logement stable ; et constituent l'un des principaux freins à leur insertion durable et à la résorption des bidonvilles.

Description de l'action :

Par les associations qui assurent l'accompagnement social des habitants des bidonvilles, il s'agit de soutenir toutes les actions en direction des enfants et des jeunes favorisant leurs apprentissages scolaires, leur ouverture sociale et culturelles, l'accès à des loisirs éducatifs ; en direction des adultes, des actions favorisant leur insertion sociale et professionnelle

- Actions soutien la scolarité des enfants.
- Projets d'accès aux loisirs et à la culture : jeux collectifs, ateliers Petits débrouillards, sorties extérieures
- Actions d'accompagnement/soutien à la parentalité : sorties famille, ateliers parents enfants...
- Actions d'insertion sociale et d'émancipation des jeunes et des femmes : construction de projets collectifs mixtes et non mixtes

A travers la prestation d'organismes de formation et/ou d'insertion :

- Ateliers socio-linguistiques
- Actions d'insertion professionnelle

Date de mise en place de l'action : 2024

Durée de l'action : Durée du pacte

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

- Caf

Modalités d'implication des personnes concernées

- Choix et co-construction des projets qui les concernent
- Participation aux réunions institutionnelles (réunions bilan / exemple)

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Subventions	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	Projets socio-éducatifs/culturels portés / associations
Prestations	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	Apprentissage de la langue ou accompagnement spécifique insertion
TOTAL	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville	25 00 €	25 00 €	25 00 €	25 00 €
Etat	25 00 €	25 00 €	25 00 €	25 00 €
TOTAL	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Evol° nombre de séances Accp à la scolarité / nombre de pers touchées	35 / 37	35/70	35/105	35/105	35/105
Evol° Nombre de séances loisirs / nombre de pers touchées	19 / 82	20/100	20/100	20/100	20/100

Evol° Nombre de séances Parentalité / nombre de pers touchées	2 / 19	4/20	5/20	6/25	6/25
Nombre de participants aux ASL	40	50	50	60	60
Nombre projets d'IP	0	0	0	1	1

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

AXE 4 – VOLET SOLIDAIRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Sous Thématique 1 :

Accès à l'alimentation durable pour tous

Fiche projet 1.1 :

Accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires

Action 1.1.1 : Soutien aux épiceries sociales et solidaires et mission d'aller vers et d'accompagnement à l'accès aux droits des bénéficiaires.

Collectivité porteuse :

Ville et CCAS de Montpellier

Contexte :

A l'issue des Etats généraux de la solidarité sur l'aide alimentaire, il a été partagé collectivement que développer les modalités de distribution proches des épiceries sociales et solidaires permettrait aux familles à très faibles revenus d'accéder à une alimentation de qualité et choisie, dans des conditions plus dignes.

Description de l'action :

Action 1.1.1 (service Cohésion sociale)

L'action vise à étoffer le maillage territorial des structures dans tous les quartiers de la ville en favorisant l'ouverture de nouvelles structures dans des quartiers dépourvus d'épicerie sociale et solidaire.

Action 1.1.2 (CCAS)

Par ailleurs il s'agit de poursuivre l'accompagnement social au sein des distributions alimentaires et des épiceries sociales et solidaires (intervention TS du CCAS).

1. Lors des distributions alimentaires un travailleur social intervient une fois par semaine, pour recevoir, conseiller, orienter ou accompagner les bénéficiaires qui lui sont orientés par les bénévoles ou les bénéficiaires souhaitant rencontrer directement un travailleur social.
2. Au niveau des 4 épiceries sociales et solidaires le travailleur social assure le premier niveau d'information et de conseil à destination des bénévoles ou professionnels. Il apporte des renseignements sur les missions des institutions, associations, structures œuvrant sur le territoire et permet ainsi une meilleure orientation des usagers. En outre, en fonction des sollicitations et des problématiques rencontrées, il assure l'accompagnement social des bénéficiaires dans le cadre de l'accès aux droits et/ou oriente si nécessaire sur le référent ad hoc. Le travailleur social pourra proposer des actions collectives d'information aux droits lors d'événements proposés au sein des épiceries.

Date de mise en place de l'action : action existante

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Action 1.1.1

Banque alimentaire de l'Hérault : coordination avec le dispositif national ESOPE et le modèle de l'ESOPE 63 élargit aux jeunes en situation de précarité.

CROUS : articulation de l'offre ESS jeune avec les solutions étudiantes : restaurant universitaire, et syndicats étudiants.

ACM / ALTEMED : recherche local dans le parc commercial du bailleur social.

Action 1.1.2

Société Saint Vincent de Paul - Secours Catholique - L'Esperluette - EPSO

Modalités d'implication des personnes concernées :

- Ciblage des produits frais attendus dans les entretiens d'accompagnement social des bénéficiaires pour adaptation de l'offre proposée,
- Accompagnements collectifs ciblés ; participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'épicerie notamment pour la collecte de la banque alimentaire.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Action 1.1.1	10 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 e	Perspective de création de 2 ESS sur la durée du PDS
Action 1.1.2	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	1 ETP travailleur social
TOTAL	60 000 €	70 000 €	70 000 €	70 000 €	270 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu Action 1.1.1	2024	2025	2026	2027
Ville	8 500	13 500	13 500	13 500
Etat	8 500	13 500	13 500	13 500
TOTAL	17 000 €	27 000 €	27 000 €	27 000 €

Financement prévu Action 1.1.2	2024	2025	2026	2027
CCAS	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Etat	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €

TOTAL	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €
--------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Evolution du nombre d'ESS sur Montpellier	4	5	6	6	6
Nombre de permanences au sein des associations distributions alimentaires	1/semaine	1/semaine	1/semaine	1/semaine	1/semaine
Nombre de permanences au sein des associations ESS	1/semaine dont diagnostic	1/15 jours	1/15 jours	1/15 jours	1/15 jours
Nombre d'entretiens réalisés	413	400	500	500	500
Nombre d'interventions sociales réalisées	547	500	600	600	600
Nombre d'accompagnements réalisés (= pers. accompagnées sur plusieurs mois par les TS « aller vers » car très éloignées ou en situation de rupture / institutions et services sociaux.)	19	40	48	48	48
Nombre d'orientations accompagnées vers CCAS (= pers. accompagnées vers les chargées d'accompagnement d'accès aux droits et/ou travailleurs sociaux équipe SASAD.)	82	80	100	100	100

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 1.1.2 : Bien manger pour tous

Collectivité porteuse :

CCAS de Montpellier

Contexte :

Cette action fait suite à l'expérimentation réalisée depuis 2021 au CCAS de Montpellier autour de la distribution de paniers solidaires au public en précarité suivi par le CEIS. Si au démarrage de cette action l'objectif était de pallier ponctuellement une certaine précarité alimentaire, le besoin d'inscrire les personnes dans un parcours vers une alimentation saine de façon plus pérenne a fait évoluer ce dispositif. En effet, au-delà de l'augmentation croissante de la demande de paniers solidaires au regard de la précarisation des publics, il est apparu nécessaire pour le CCAS de pouvoir accompagner les personnes plus spécifiquement autour de leurs problématiques sociale et budgétaire et de leur faire découvrir dans le même temps l'offre locale adaptée à leur situation. En effet, le constat est que les personnes qui bénéficiaient des paniers n'étaient pas "actrices" de leur consommation alimentaire faute de connaissance, de défiance, et/ou de représentation erronée d'une offre qui pourtant se

structure sur le territoire montpelliérain. Les passerelles avec les partenaires associatifs tels que la Caisse alimentaires commune, les épiceries sociales et solidaires, les tiers lieux alimentaires, les jardins partagés et les entreprises d'insertion par l'activité économique dans le domaine agricole sont nécessaires pour garantir un parcours alimentaire de qualité et sans césure.

Description de l'action :

La distribution de paniers solidaires doit être appréhendée comme une solution transitoire, un tremplin vers l'offre du droit commun et vers le changement de représentations et d'habitudes alimentaires intégrant désormais la notion de santé, de budget, d'environnement et de qualité des produits consommés. Pour ce faire, le CEIS inscrit cette offre en relation avec celle proposée par l'écosystème local et l'ajuste au regard des besoins d'accompagnement pour un parcours pérenne vers une alimentation saine.

Par ailleurs, ce dispositif est une ressource sur laquelle s'appuiera la future épicerie sociale et solidaire qui sera proposée dans le CEIS rénové. L'ouverture prochaine (2025/2026) de cette nouvelle épicerie fera sans doute sensiblement évoluer le nombre de personnes accompagnées dans ce parcours alimentaire durable.

L'achat de paniers solidaires sera effectué auprès de partenaires partageant ces valeurs de solidarité, de qualité des produits, de respect de l'environnement.

Le CCAS continuera à acheter des paniers qu'il revendra au public en précarité entre 1 € et 2 € selon la taille du panier. L'objectif qui était de 24 à 30 paniers tous les 15 jours, passe à en moyenne 30 toutes les semaines. Ce type d'approvisionnement sera conditionné par une volonté de s'inscrire dans une démarche qui propose en plus de l'aide alimentaire, un repérage des acteurs de l'alimentation et de l'aide alimentaire, des ateliers de partage d'expérience et un accompagnement social individuel si besoin pour travailler sur les freins sociaux.

Objectifs visés :

- Accompagner les personnes en difficulté vers une alimentation durable et de qualité et lever les freins identifiés : budgétaire, représentations sociales, méconnaissance de l'offre, en matière de santé...
- Proposer des paniers solidaires composés de produits de qualité venant compléter l'offre d'aide financière alimentaire du CCAS
- Sensibiliser les publics aux enjeux de l'alimentation, en terme de santé, d'environnement, et de développement économique
- Faire découvrir l'offre locale en matière d'alimentation durable et de qualité

Publics visés :

- Bénéficiaires de l'aide alimentaire du CCAS
- Public repéré par le CCAS de Montpellier et accompagné par le CEIS

Date de mise en place de l'action : action existante renforcée

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Les Jardins de cocagne, les épiceries sociales et solidaires de la ville, Vrac et Cocinas, la caisse alimentaire commune de Montpellier, le Secours Catholique

Modalités d'implication des personnes concernées :

Si l'action vise à améliorer le pouvoir d'agir des bénéficiaires, les modalités d'implication concrète des personnes concernées restent à définir. Elles le seront d'ici fin 2024.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Prestation « paniers »	20 000 €	20 000 €	30 000 €	30 000 €	De 1300 à 1900 paniers / an
TOTAL	20 000 €	20 000 €	30 000 €	30 000 €	100 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville				
CCAS	10 000 €	10 000 €	15 000 €	15 000 €
Etat	10 000 €	10 000 €	15 000 €	15 000 €
TOTAL	20 000 €	20 000 €	30 000 €	30 000 €

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Nb de foyers concernés		80	80	90	90
Nb de personnes concernées		100	100	110	110
Nb de paniers distribués	350	1285	1285	1882	1882
Nb d'ateliers	2	4	4	10	10
Nb de personnes accompagnés		60	60	70	70

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

Action 1.1.3 : Caisse alimentaire commune – Territoires à Vivres

Collectivités porteuses :

Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Dans le cadre du programme national Territoires à VivreS, 28 organisations du territoire montpelliérain se sont regroupées pour concevoir une expérimentation visant à lutter contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès à une alimentation durable pour tous.

On estime à 61 000 le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté à Montpellier, soit 26% de la population. Ce taux atteint 60% dans certains quartiers prioritaires comme la Mosson. Ces chiffres permettent d'appréhender le nombre d'habitants susceptible de vivre des difficultés financières d'accès à l'alimentation, qui plus est de qualité.

Via Territoires à VivreS, il s'agit d'expérimenter de nouvelles formes de solidarités et de coopérations territoriales autour de l'alimentation, qui puissent répondre aux problèmes d'inégalités d'accès à une alimentation de qualité et de santé publique, tout en contribuant au développement d'un système alimentaire local plus démocratique, écologique, solidaire et inclusif.

Description de l'action :

Suite à un travail de réflexion où la Ville et la Métropole de Montpellier ont été associées, il a été décidé d'expérimenter la mise en place d'une Caisse alimentaire commune inspirée du principe universel de Sécurité Sociale de l'Alimentation.

Cette Caisse vise à favoriser l'accès des habitants à des aliments sains, produits dans des conditions écologiques, et de contribuer au développement de l'agriculture locale et de circuits de distribution durables (en termes de santé, d'environnement, d'égalité d'accès, de juste prix pour les producteurs, etc.). Elle est pensée comme un budget commun issu de fonds publics, privés, et citoyens. Elle est gérée de manière démocratique par un comité citoyen de l'alimentation qui décide de son fonctionnement. Elle est accessible à tous les habitants volontaires, en situation de précarité ou pas, dans un objectif de mixité sociale et de non stigmatisation. Chacun cotise en fonction de ses moyens et tous dépensent 100€ chaque mois dans un circuit de distribution conventionné, via la MonA qui est la Monnaie Alimentaire numérique créée spécifiquement pour la Caisse (1 MonA = 1€). La cotisation varie selon les moyens de chacun, allant de 1€ de prise en charge des 100€ pour les plus modestes, à 170€ et plus pour ceux le souhaitant.

Le lancement de l'expérimentation s'est fait le 28 janvier 2023, réunissant près de 1000 personnes et confirmant le besoin et l'adhésion citoyenne.

Actuellement, 350 personnes (dont 50 membres du Comité citoyen) expérimentent le dispositif.

Les critères choisis pour estimer la représentativité de la population sont l'âge, le revenu et la structure du foyer.

Les quartiers prioritaires visés sont la Mosson, Celleneuve, Près d'Arènes, Les Aubes, Croix d'Argent et le centre-ville.

Les lieux identifiés en fonction dans le circuit de distribution conventionné sont le Marché paysan des Aubes, le Marché de Celleneuve, l'Esperluette, les groupements d'achats de Vrac & Cocinas, le groupement d'achat de produits frais de la 5e saison à la Mosson, et le supermarché coopératif La

Cagette, certaines BioCoop, l'épicerie Folle Avoine. Un travail du comité citoyen est en cours pour ouvrir le conventionnement à d'autres lieux selon une charte.

Un travail de recherche et d'évaluation est mené, de manière participative, dans une logique de recherche-action, une posture de recherche qui vise à produire des théories et des pratiques via le croisement des savoirs. Il permettra d'en tirer des enseignements pour le changement d'échelle du projet et l'essaimage dans d'autres territoires, Montpellier étant pionnière sur cette démarche.

Face à l'accroissement de la précarité et des inégalités, Montpellier Méditerranée Métropole affirme son intérêt pour participer à cette expérimentation inédite et innovante, permettant la reconnaissance d'un droit à une alimentation choisie et de qualité pour tous, et la réflexion sur une action publique de long terme allant dans ce sens.

Date de mise en place de l'action : action existante

Durée de l'action :

2024 et 2025

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

L'action s'intègre au projet multi partenarial TerrAsol (dont la Ville et la Métropole font partie), candidat aux Démonstrateurs territoriaux PIA4 de la Banque des Territoires, afin d'inscrire ce dispositif sur la durée jusqu'en 2028.

Si le projet est sélectionné, la caisse alimentaire étant inscrite dans le projet TerrAsol, la Banque des territoires pourrait venir en co-financement complémentaire avec un taux de 50% (soit 60k€ supplémentaires pour 60k€ attribués via le Pacte des Solidarités par la ville, la Métropole et l'Etat) jusqu'en 2028.

Les budgets des années suivantes seront entre autre conditionnés par la réponse de cette candidature Banque des Territoires.

Co-financeurs :

- Collectivité locale et co-financeur : 3M Ville de Montpellier
Etat - Stratégie Plan Pauvreté 2023-2024
- Région Occitanie
- Banque des Territoires (AMI PIA4)
- Fondations : Fondation Carasso, Fondation de France

Partenaires :

- Acteurs de la recherche : Chaire Unesco Alimentations du Monde, Vrac & Cocinas, CIRAD-Supagro, UMR ART-DEV, Vobsalim.
- Lieux de mobilisation citoyenne et de distribution alimentaire : La Cagette - supermarché coopératif, L'Esperluette-Celleneuve, Vrac & Cocinas, Marché paysan
- Autres relais de mobilisation et sensibilisation des habitant.e.s : Secours Catholique Hérault, Epso - la porte ouverte, FAS Occitanie, CCAS Montpellier, ATD Quart-Monde, Secours populaire de l'Hérault, Alternatiba / ANV Montpellier, Les petits débrouillards 34, Les semeurs de jardin.
- Structures relais sur la production et le système alimentaire : FR CIVAM Occitanie, CIVAM Bio 34, INPACT 34, MIN de Montpellier, Les Greniers d'abondance, Croix-Rouge Insertion
- Monnaie locale complémentaire citoyenne : La Graine

Modalités d'implication des personnes concernées :

Le programme Territoire à VivreS Montpellier qui porte la Caisse Commune de l'alimentation est organisé autour de plusieurs instances :

- Le Comité Citoyen de l'Alimentation, qui est l'instance où se prennent les décisions concernant le fonctionnement de la caisse alimentaire commune. Composé d'habitant-es du territoire de Montpellier, dont la moitié touchés par la précarité, il se réunit environ tous les mois et se nourrit d'échanges avec divers acteurs : élu-es, paysan-nes, chercheur-es, professionnel-les de santé... Les décisions sont prises autant que possible par consensus. Ses missions sont les suivantes :
 - o Définir les critères d'accès à la caisse et le montant des cotisations ;
 - o Définir les critères de conventionnement des points de vente ;
 - o Travailler sur la gestion démocratique de la caisse ;
 - o Développer les réseaux de points de vente.
- Le comité local de Territoires à Vivres Montpellier qui regroupe toutes les organisations intéressées et concernées, représentées par des personnes impliquées dans les actions de terrain. Le comité local est une instance d'échanges et de prise de décision sur les chantiers à mener. Des groupes de travail thématiques sont également formés en fonction des chantiers.
- Le Conseil Scientifique, qui fournit un accompagnement scientifique à l'expérimentation,
- Le Comité institutionnel, ayant vocation à interroger les politiques publiques actuelles à la lumière des résultats chemin faisant de l'expérimentation.
- Différents dispositifs de mobilisation, dont l'Assemblée citoyenne de l'alimentation ouverte à tous qui est réunie 2 fois par an.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Financement de la Caisse pour l'achat de produits alimentaires de qualité	60 000 €	60 000 €			Arrêt de l'expérimentation fin 2025
TOTAL	60 000 €	60 000 €			120 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	15 000 €	15 000 €		
Ville	15 000 €	15 000 €		
Etat	30 000 €	30 000 €		
TOTAL	60 000 €	60 000 €		

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Taux de membres du Comité citoyen de l'alimentation se déclarant en difficulté économique en fin de mois	50%	50%	50%	50%	50%
Taux de membres du Comité citoyen déclarant aller à l'aide alimentaire	28%	27%	26%	25%	24%
Nombre de personnes participant à l'expérimentation en recevant une dotation mensuelle	400	600	800	1000	1200
Taux moyen de cotisation à la caisse pour 100€/MonA reçu/e par mois	60%	50%	50%	50%	50%

Sous Thématique 2 : Lutter contre la précarité énergétique

Fiche projet 2.1 : **PF de coordination et d'intervention en matière de LCPE**

Contexte général

En 2019, on recense, sur la métropole de Montpellier, 15% des ménages en situation de précarité énergétique contre 12% au niveau national, ce qui représente 34 000 ménages.

Des ménages ne se chauffent plus, vivent dans des logements humides avec des répercussions sur leur santé et état psychologique.

Ce phénomène s'explique par un taux de pauvreté supérieur au niveau national (19% sur la Métropole - 27% sur Montpellier contre 14% au niveau national) mais aussi du fait que le territoire fait face à de fortes tensions sur le logement.

Les ménages en situation de précarité énergétique se retrouvent alors dans le parc le plus énergivore (passoires thermiques) voire dans des logements indignes. En effet, Bien que le parc de logements de la Métropole soit relativement récent (35% seulement datant d'avant 1975 en 2015), on recense encore des logements indignes, en particulier sur la ville de Montpellier et un parc privé de 87 000 logements d'avant 1975 à rénover. 69 % des ménages concernés résident dans des appartements du parc privé avec 64% de locataires. Une partie de ces ménages n'a pas accès au parc social (23% seulement des ménages en précarité énergétique). Alors, qu'avec 55% de logements construits après 1990, le parc social est globalement mieux entretenu que le parc privé. Seulement 7% sont dans des maisons dont 1 110 sont propriétaires.

Si la consommation énergétique est en grande partie liée au chauffage et donc à la performance du système de production et à la qualité thermique des logements, cependant, et notamment s'agissant de logements de plus petite taille, 50% des consommations énergétiques proviennent des usages électroménagers (hors chauffage et eau chaude sanitaire).

Le réchauffement climatique, avec des épisodes de fortes chaleurs, de plus en plus fréquents, engendrent de nouvelles problématiques d'inconfort thermique l'été avec des solutions techniques difficiles à mettre en œuvre.

La situation de précarité énergétique se dégrade, avec un contexte inflationniste et une augmentation du coût de l'énergie.

Les ménages n'ont pas toujours recours aux aides auxquelles ils ont droit, pour certainement des raisons multiples (stigmatisation, manque de lisibilité des dispositifs, complexité des démarches, crainte de perdre leur logement en cas de recours réglementaire ...). En 2023, on note toutefois 960 aides du Fonds Solidarité Logement, attribuées aux ménages pour payer leurs factures d'énergie.

A travers son Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAETs), approuvé le 2 février 2023, Montpellier Méditerranée Métropole s'est fixé comme objectifs de :

- revenir à taux de ménages en précarité énergétique identique au niveau national en 2026 ;
- passer en dessous de 10% en 2030 et sous les 5% en 2050.

Action 2.1.1 : Service Local d'Information pour la maîtrise de l'Energie (SLIME) CCAS

Contexte :

La démarche SLIME initiée par le CLER (réseau pour la transition écologique) s'engage au CCAS en 2017 avec le soutien technique du GEFOSAT dans le souci de traiter la question de la précarité énergétique et d'en faire une préoccupation principale des intervenants sociaux.

Le CCAS de Montpellier s'est engagé dans la mise en œuvre d'un SLIME initiée par le CLER (réseau pour la transition écologique) en 2017. L'action a débuté au 01/02/2018, et entre dans sa sixième année d'exercice avec à son actif 1 119 ménages visités au 31/12/2023.

Description de l'action :

Le programme Slime vise à massifier le repérage, l'orientation et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique.

Il s'adresse à tous les ménages, quel que soit leur statut d'occupation. Les méthodes de repérage s'inscrivent dans une démarche d'« aller vers », ce qui permet notamment d'identifier les ménages encore mal ciblés par les dispositifs classiques de l'action sociale ou de l'amélioration de l'habitat.

Le SLIME s'inscrit dans une démarche de prévention : à travers la visite à domicile, il favorise la montée en compétences des ménages.

Il s'appuie sur le pouvoir d'agir des ménages en instaurant une relation de confiance et en leur permettant de reprendre en main les questions d'énergie dans leur logement.

4 axes d'intervention :

1. Repérer les ménages :

En organisant une chaîne de détection, le SLIME vise à permettre le repérage le plus massif possible de ménages en situation de précarité énergétique.

Le repérage repose principalement sur la mobilisation d'un réseau de donneurs d'alerte, dans une logique d'« aller vers ». Cette démarche permet d'identifier les ménages en situation de précarité énergétique qui se situent en dehors des radars habituels de l'action sociale et des dispositifs de l'amélioration de l'habitat.

Agents du CCAS (35 % des orientations), travailleurs sociaux du Département (27% des orientations), associations d'accompagnement des publics percevant le RSA (8% des orientations), organismes de protection des majeurs (6% des orientations), associations diverses, professionnels de santé constituent ce réseau. Sensibilisés à la précarité énergétique, ils sont en mesure de prévenir la collectivité lorsqu'ils rencontrent un ménage qui peut bénéficier du Slime.

L'animation territoriale est la pierre angulaire de cette sensibilisation en proposant de manière régulière des informations sur le phénomène de précarité énergétique.

2. Réaliser un diagnostic socio-technique au domicile :

Faisant suite au repérage, le chargé de visite propose au ménage une visite à son domicile. Celle-ci permet d'établir un diagnostic sociotechnique sur la situation socio-économique du ménage l'état du bâti et des équipements, les factures d'énergie et les usages du logement. L'installation de petits équipements d'économie d'eau et d'énergie se réalise en fonction des besoins lors des visites.

3 et 4. Orienter et accompagner les ménages

Le SLIME propose aux ménages des réponses personnalisées adaptées à leur situation de précarité énergétique. Il les oriente ensuite vers des partenaires relais, ou les accompagne pour mettre en œuvre les solutions préconisées.

Le SLIME crée et anime des partenariats avec les différents acteurs relais de son territoire :

- structure d'accompagnement juridique spécialisée dans le domaine de l'habitat,
- professionnels de l'action sociale,
- d'opérateurs habitats, des services de la Ville dédiés au logement (DSPE, DAL...)

La qualité et la diversité de ces partenariats permet de proposer des solutions adaptées aux ménages et de garantir leur prise en charge suite à l'orientation.

Par ailleurs, 10 commissions mensuelles d'études et d'orientations ont lieu au cours de l'année. A cette occasion sont conviés différents professionnels œuvrant dans divers champs d'intervention autour du logement (technique, juridique et social).

Ces commissions favorisent un travail transversal et pluridisciplinaire autour de situations complexes afin de proposer une réflexion concertée de qualité au ménage et, surtout, de lui garantir une prise en charge de sa situation et de son accompagnement vers la sortie des précarités.

Date de mise en place de l'action : action nouvelle

Durée de l'action : action ponctuelle (2024) – sera reprise en 2025 par Montpellier Méditerranée Métropole

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Co-financeurs

- CLER (CEE)
- Enedis

Partenaires

- Services sociaux institutionnels et intervenants associatif de Montpellier
- Guichet Unique Renov'Occitanie (France Renov – ALEC Montpellier Métropole)
- GEFOSAT /
- Opérateurs habitat (opérations programmées d'amélioration de l'habitat)
- Direction de la Santé Publique et Environnementale (DSPE)
- Bailleurs sociaux
- Fournisseurs et distributeurs d'énergie
- ADIL
- Plateforme ADLH
- Réseau Maisons pour Tous

- Associations d'animation de la vie locale
- Associations caritatives
- Compagnons bâtisseurs (action de rénovation)
- CLCV (médiation avec les bailleurs)
- CROUS et associations étudiantes

Modalités d'implication des personnes concernées :

Le SLIME, ses interventions et l'accompagnement qu'il met en œuvre, ont pour préalable l'adhésion des personnes concernées dans une démarche d'"aller vers". Il s'adapte aux besoins spécifiques du ménage, s'appuyant sur son pouvoir d'agir pour l'évolution de sa situation.

Les personnes concernées sont actrices à chacune des étapes avec l'accompagnement de l'équipe SLIME.

Dès le repérage, les personnes s'engagent dans une volonté de changement :

- . La prise en main de leur situation vis-à-vis de la précarité énergétique par l'adhésion à la visite SLIME,
- . L'engagement dans une démarche de compréhension de tous les éléments liés à l'habitat,
- . La compréhension de leurs droits, et des actions mobilisables (techniques, financières, juridiques, sociales...),

Lors de la visite, les ménages s'impliquent dans la recherche de solutions personnalisées :

- . L'autodiagnostic du ménage concernant les démarches entreprises, et les difficultés rencontrées,
- . La montée en compétences des personnes concernées par l'approche des facteurs qui impactent la maîtrise de l'énergie et de l'eau (optimisation des usages des équipements, entretien du logement...),
- . La remise en question des usages par la prise en main des équipements d'économie d'énergie, la mise en place des écogestes,
- . La projection sur l'optimisation de leur consommation et de leur confort thermique,
- . Le suivi de consommation d'énergie dans une volonté de sobriété énergétique.

Dans la phase d'orientations, passage à l'action:

- . L'appropriation des démarches préconisées par les chargées de visite et leurs mises en œuvre,
- . La prise de contact avec les structures et services partenaires relais,
- . La prise/reprise de lien avec le bailleur, parfois sujette à représentation,
- . Le recours aux droits administratifs, techniques et financiers auxquels les foyers sont éligibles,
- . L'implication et l'adaptation dans la réalisation des travaux envisagés et engagés (par le bailleur, par les Compagnons Bâtisseurs ...).

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Animation/coordination	25 000 €				Reprise en 2025 par Montpellier 3M
TOTAL	25 000 €				25 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole				
Ville				
CCAS	12 500 €			
Etat	12 500 €			
TOTAL	25 000 €			

Objectifs et progression :

INDICATEURS	Situation au 31 déc. 2023 (T0)	2024	2025	2026	2027
Nombre de visites de diagnostic socio-technique	193	220	x	x	x
Nombre de ménages bénéficiant d'un accompagnement renforcé	135	154	x	x	x

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau

Action 2.1.1 : Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) métropolitain.

Collectivité porteuse : Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME) est une solution qui a prouvé son efficacité pour répondre aux enjeux de précarité énergétique.

En 3 temps, le dispositif SLIME permet d'apporter une réponse personnalisée et durable aux ménages :

- Massifier le repérage des ménages ;
- Réaliser un diagnostic personnalisé au domicile du ménage ;
- Orienter vers des solutions durables et adaptées à leur situation.

Cependant, seule la ville de Montpellier est aujourd'hui couverte par un SLIME via l'animation depuis 2018 par le CCAS de Montpellier (Plus de 900 ménages accompagnés depuis la mise en place du SLIME).

Il est aujourd'hui nécessaire de renforcer l'action sur la ville de Montpellier et d'élargir cet accompagnement à l'ensemble des communes de la métropole, en s'appuyant sur l'expertise du CCAS de Montpellier.

Description de l'action :

Objectifs fixés

- 2025 : 359 ménages (1.5/1 000 ménages) : +20% par rapport aux objectifs actuels du CCAS de Montpellier
- A partir de 2026 : 478 ménages (2/1 000) : + 59%

50% des ménages bénéficieront d'un accompagnement renforcé qui permet de les aider dans les premiers pas de mise en œuvre des solutions préconisées (s'adresse aux ménages les plus fragiles).

Equipe

Pilotage du SLIME Métropolitain par le Service des Politiques Sociales du Logement de la Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (Dhapar) qui gère l'accompagnement social des ménages et en particulier le Fonds Solidarité Logement qui permet d'aider les ménages à payer leurs factures d'énergie.

Le SLIME Métropolitain bénéficiera de l'expertise de l'équipe SLIME du CCAS de Montpellier qui sera transféré à la Métropole. Pour renforcer le volet diagnostic auprès des ménages, une partie des visites sera externalisée via une convention avec une association du secteur social. En 2025, le nombre d'ETP dédié aux visites doublera par rapport au dimensionnement de l'équipe SLIME de Montpellier.

1 ETP sera dédié au volet animation, indispensable pour faire connaître le dispositif et coordonner les acteurs.

Actions

- **Coordination** d'un réseau de donneurs d'alerte pour identifier les ménages et de partenaires relais pour les accompagner dans la mise en œuvre des solutions préconisées : identification et sensibilisation des nouveaux acteurs sur l'ensemble des communes hors Montpellier, mise en place de temps et d'outils partagés pour assurer cohérence et mobilisation, avec organisation d'un temps fort annuel « Forum SLIME des professionnels » qui permettra de réunir l'ensemble de ces acteurs pour partager le bilan et objectifs à venir, évaluer le dispositif et apporter des améliorations, échanger sur des points spécifiques/nouveautés sous la forme d'ateliers notamment, valoriser les actions mises en place ;
- **Communication** grand public pour faire connaître le dispositif et dé-stigmatiser les difficultés rencontrées par les ménages : campagnes de communication, organisation d'un temps fort annuel lors de la journée nationale contre la précarité énergétique, participation à d'autres événements qui seront à identifier sous la forme de tables-rondes, ateliers, stands, etc. ;
- **Réalisation des diagnostics socio-techniques auprès des ménages** : identifier le contexte social, qualifier le bâti et les équipements, analyser les usages, analyser les contrats de fourniture d'énergie et les consommations. Des conseils d'entretien et d'usages des équipements avec l'installation de petits équipements économes permettent au ménage, dès la visite, d'avoir recours à des premières solutions. La remise d'un rapport aux ménages permet aux ménages d'avoir accès à la proposition de solutions personnalisées et à la mise en relation avec les partenaires et dispositifs relais pour les aider à les concrétiser (travaux, changement d'équipement, changement de contrat de fourniture d'énergie, réglage et entretien des appareils, traitement des logements indignes, relogement, ...).

Suivi des ménages :

- Organisation d'ateliers collectifs DIY avec les ménages : petits travaux, utilisation des équipements, utilisation des équipements économes, etc. ;
- Organisation de cafés SLIME (2 fois / an) en direction des ménages ayant bénéficié du dispositif avec des partenaires (échanges & retours d'expériences) qui permettront de garder le contact ;
- Suivi à N+1 d'un échantillon de 15% minimum des ménages. Si besoin, un nouvel accompagnement pourra leur être proposé dans le cas où le ménage se trouve encore en difficulté.

Une fois, le SLIME mis en place, des dispositifs nouveaux pourraient être mis en place pour répondre aux besoins.

Date de mise en place de l'action : Action existante renforcée au 1^{er} janvier 2025

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Partenaires :

CCAS de Montpellier et autres communes ayant un CCAS / Service intercommunal d'hygiène et sécurité / Département / Opérateurs de l'habitat (opérations programmées d'amélioration de l'habitat) / Guichet Unique Rénov'Occitanie (France Rénov – ALEC Montpellier Métropole) / Bailleurs sociaux / Gefosat / Maisons France service / Associations du domaine social dont du FSL / Structures étudiantes / Compagnons bâtisseurs / CLCV (médiation avec les bailleurs) / Fournisseurs et distributeurs d'énergie / Dispositif Civigaz avec GRDF...

Co-financeurs :

-CLER (CEE)

-ENEDIS (dans le cadre d'un accord cadre transition écologique et solidaire)

Modalités d'implication des personnes concernées :

Cf. Rubrique « suivi des ménages ».

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
ANIMATION / COORDINATION		95 292	95 292	95 292	
Communication et animation		6 000	6 000	6 000	
Moyens humains 3M		89 292	89 292	89 292	
DIAGNOSTICS		284 146	281 966	281 966	
Moyens humains 3M		86 840	86 840	86 840	
Renfort visites (convention association avec formation nouveau ETP)		166 930	165 000	165 000	
Appui Gefosat		17 000	17 000	17 000	
Achats d'équipements		13 377	13 126	13 126	
TOTAL		379 439	377 258	377 258	

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole DC	/	30 736	30 128	130 128
Métropole CLSol	/	41 396	41 396	41 396
Etat CLSol	/	41 396	41 396	41 396
CLER	/	165 911	164 338	164 338
ENEDIS	/	100 000	100 000	/
Ville	/	/	/	/
TOTAL	180 202	379 439	377 258	377 258
TOTAL CLSol	0	82 792	82 792	82 792

Objectifs et progression :

INDICATEURS	T0	2024	2025	2026	2027
Nombre de ménages bénéficiaires (objectifs)	0	-	359	478	478
Nombre de partenaires participants au Forum SLIME des professionnels	0	-	50	50	50

Action 2.1.2 : Préfiguration d'un réseau départemental de lutte contre la précarité énergétique

Collectivité porteuse :

Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

Sur le département de l'Hérault, de nombreux acteurs interviennent dans le domaine de la précarité énergétique.

Au niveau national, il existe le réseau RAPPEL (precarite-energie.org), sur lequel ces acteurs peuvent s'appuyer.

Cependant, il n'existe pas à l'échelle locale d'instance ou d'évènements identifiés qui permettrait à l'ensemble de ces acteurs de se rencontrer, de partager les enjeux locaux de précarité énergétique.

Des outils ou évènements communs sur la précarité énergétique seraient pertinents à mettre en place à cette échelle.

Description de l'action :

Il s'agirait d'organiser une rencontre annuelle pour réunir les acteurs intervenant dans la lutte contre la précarité énergétique afin de créer une dynamique sur le sujet : information et valorisation des actions mises en place localement, retours d'expérience d'autres territoires, échanges entre professionnels et/ou avec le grand public sur les problématiques rencontrées, formation etc.

Des outils communs de communication pourraient être mis en place (émission de radio / capsule vidéo / reportage...).

La création d'une équipe projet sera dédiée à l'organisation de cet événement et/ou réalisation(s) commune(s) : Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et partenaires principaux (CCAS/Collectivités).

Date de démarrage de l'action : Action nouvelle - 2025

Durée de l'action : indéterminée

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :Partenaires impliqués :

- Ville et CCAS de Montpellier
- Villes, Intercommunalités et CCAS du département de l'Hérault
- Associations
- Personnes en situation de précarité énergétique ayant bénéficié d'un dispositif d'aide

Co-financeurs :

A rechercher : Région, ADEME, Europe, Enedis...

Modalités d'implication des personnes concernées : participation à la rencontre ou outils mis en place pour témoigner.

Budget détaillé :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Prestations de communication et d'animation	/	3 000 €	3 000 €	3 000 €	
TOTAL		3 000 €	3 000 €	3 000 €	9 000 €

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole	/	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Ville	/	/	/	/
Etat	/	1 500 €	1 500 €	1 500 €

TOTAL		3 000 €	3 000 €	3 000 €
-------	--	---------	---------	---------

Objectifs et progression :

INDICATEURS	T0	2024	2025	2026	2027
Nombre de participants à la rencontre annuelle	0	50	75	75	75

Les objectifs attachés aux indicateurs pourront être adaptés, en fonction du niveau d'engagement des partenaires.

[Action 2.1.3 : Réalisation de petits travaux chez les ménages en situation de précarité énergétique \(FSATME et mise en place d'un service d'intervention de professionnels pour réaliser les petits travaux\)](#)

Collectivité porteuse :

Montpellier Méditerranée Métropole

Contexte :

A la sortie du SLIME, des dispositifs relais existent pour accompagner les ménages dans la mise en œuvre des solutions préconisées.

Des réponses restent toutefois insatisfaisantes pour réaliser des petits travaux souvent urgents, parfois dans l'attente de rénovation énergétique plus ambitieuses, en particulier chez les ménages locataires du parc privé.

Les artisans ne sont pas toujours intéressés pour la réalisation de petits travaux non rentables sauf à proposer des tarifs prohibitifs. L'association « Compagnons bâtisseurs Occitanie », intervient sur ce type de missions mais n'est pas bien dimensionnée pour y répondre.

Il est nécessaire que le SLIME Métropolitain puisse avoir un fonds permettant de réaliser ces petits travaux d'urgence.

Description de l'action :

- Mettre en place un Fonds Social d'Aide aux Travaux de Maîtrise de l'Énergie (FSATME)
- Mener une étude d'opportunité et expérimentation pour définir le ou les dispositifs permettant de répondre au besoin de réalisation de petits travaux : brigade de professionnels engagés ? Et/ou développement d'un chantier d'insertion sur petite maintenance précarité énergétique ? Et/ou renforcement de structures associatives existantes ? Et/ou Chantiers citoyens ? Etc...

FSATME

Mise en place d'un nouveau fonds d'aides aux travaux pour répondre aux besoins rencontrés par le SLIME Métropolitain.

Il sera nécessaire de définir en 2024, plus précisément les besoins à remplir, les bénéficiaires ainsi que les modalités d'animation et de gouvernance de ce nouveau dispositif qui devra être opérationnel début 2025.

Ce fond permettra de payer la réalisation de travaux (ex : remplacement ou remise en état de menuiseries, isolation et calorifugeage, mise en place d'un système de ventilation plus efficace, installation de robinets thermostatiques, mise en place de rideaux thermiques, entretien d'une chaudière, etc.) et achat de matériel ou équipements (ex : changement d'un équipement électroménager trop énergivore et dangereux, etc....)

Le pilotage sera assuré par le Service Politiques Sociales du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du SLIME Métropolitain.

Service d'intervention de professionnels pour réaliser les petits travaux dans le cadre du FSATME

1. Etude d'opportunité sur les différentes solutions à envisager : identification des acteurs potentiels et prise de contact, dimensionnement des besoins du service et des outils d'animation nécessaires – Année 1
2. Expérimentation sur Montpellier Méditerranée Métropole avec identification des ménages parmi les locataires du parc privé en situation de précarité énergétique, estimation des coûts de travaux et réalisation de travaux, animation du service, analyse des consommations avant-après, évaluation auprès des ménages – Année 2

Cette action sera réalisée par l'association GEFOSAT qui est lauréate de l'appel à projets porté par « Energie Solidaire Occitanie » en 2023.

Montpellier Méditerranée Métropole participera au comité de pilotage du projet.

Une fois le service mis en place, une animation annuelle sera nécessaire, qui sera à dimensionner en fonction du(des) dispositif(s) choisi(s).

Date de mise en place : Action nouvelle - 2025

Durée de l'action : 2024-2027

Partenaires et co-financeurs (hors signataires de la convention) :

Partenaire : Gefosat

Co-financeur :

Fonds de dotation Energie solidaire Occitanie (25 000 €) sur 2024 et 2025.

Modalités d'implication des personnes concernées :

Cf. ci-dessus : étude d'opportunité et mise en place d'une évaluation du service auprès des ménages bénéficiaires

Budget détaillé 2024 :

Dépenses prévues	2024	2025	2026	2027	Observations
Service d'intervention de professionnels petits travaux – Moyens humains (gestion du projet)	20 000	20 000	Estimé à 5 000 € mais dépendra du(es) dispositif(s) mis en place		

FSATME	/	29 000	29 000	29 000	
TOTAL	20 000	49 000	34 000	34 000	

La répartition des postes de dépenses pourra être adaptée, dans la limite de l'enveloppe prévue.

Financement prévu	2024	2025	2026	2027
Métropole (CLSol)	3 000	17 000	17 000	17 000
Fonds de dotation Energie Solidaire Occitanie	12 500	12 500	/	/
Gefosat	2 500	2 500		
Ville	/	/	/	/
Etat (CLSol)	3 000	17 000	17 000	17 000
TOTAL	21 000	49 000	34 000	34 000
TOTAL CLSol	6 000	34 000	34 000	34 000

Objectifs et progression :

INDICATEURS	T0	2024	2025	2026	2027
Nombre de personnes ayant bénéficié du FSATME	0				
Nombre de professionnels impliqués dans le service d'intervention petits travaux	0				
Nombre d'interventions réalisées par le service d'intervention petits travaux dans le cadre du FSATME	0				

NB : Les objectifs 2025, 2026 et 2027 seront établis sur la base des résultats 2024

ANNEXE 3 - TABLEAU FINANCIER DU PACTE LOCAL DES SOLIDARITÉS
Montpellier Méditerranée Métropole - Ville et CCAS de Montpellier
Prévisionnel Année 2024

ANNEXE 3 - TABLEAU FINANCIER DU PACTE LOCAL DES SOLIDARITÉS
Montpellier Méditerranée Métropole - Ville et CCAS de Montpellier
Prévisionnel Année 2024

ANNEXE 3 - TABLEAU FINANCIER DU PACTE LOCAL DES SOLIDARITÉS
Montpellier Méditerranée Métropole - Ville et CCAS de Montpellier
Prévisionnel Année 2024

Axe d'intervention	Sous-thématiques	Fiche projet	Déclinaison opérationnelle = actions menées	Direction / service porteur	Participation de l'Etat 2024	Participation de Montpellier Méditerranée Métropole 2024	Participation de la ville de Montpellier 2024	Participation du CCAS de Montpellier 2024	Total budget global de l'action 2024	
AXE 1 Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance	1. Soutien à la parentalité et aux familles en situation de précarité	1.1 Soutien aux femmes monoparentales : améliorer et adapter l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication	1.1.1 Plateforme de services Accueil de jour familles (4ème AJ)	3M - Dhapar	0,00 €	0,00 €			0,00 €	
			1.1.2 Actions d'amélioration / d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement des femmes seules avec enfants en situation de précarité	Ville - cohésion sociale	15 000,00 €		15 000,00 €		30 000,00 €	
			1.1.3 Bouclier social : accès à des modes de garde sur horaires atypiques	Ville - Enfance	0,00 €		0,00 €		0,00 €	
		1.2 Intermédiation sur modes de garde PE dans les quartiers et RPE mobile	1.2.1 Actions de communication d'information et d'orientation des familles	Ville - Enfance	10 000,00 €		10 000,00 €		20 000,00 €	
	2. Faire de la jeunesse un enjeu prioritaire de lutte contre la pauvreté en prévenant le décrochage	2.1 Renforcer la sécurisation des parcours des jeunes	2.1.1 Ouverture d'accueil jeunes de proximité - binôme animation et travail social	Ville - Jeunesse	12 500,00 €		12 500,00 €		25 000,00 €	
	3. Participation des personnes concernées et/ou accompagnées en situation de précarité	3.1 Dotation pour le défraiement et la formation des des professionnels et des personnes accompagnées afin de faciliter et favoriser leur implication		VILLE - Cohésion sociale	4 000,00 €		4 000,00 €		8 000,00 €	
	AXE 1					41 500,00 €	0,00 €	41 500,00 €	0,00 €	83 000,00 €

Axe d'intervention	Sous-thématiques	Fiche projet	Déclinaison opérationnelle = actions menées	Direction / service porteur	Participation de l'Etat 2024	Participation de Montpellier Méditerranée Métropole 2024	Participation de la ville de Montpellier 2024	Participation du CCAS de Montpellier 2024	Total budget global de l'action 2024
AXE 2 Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous	1. Faciliter la sortie de la pauvreté et l'accès à l'emploi des personnes les plus éloignées	1.1 Développer les dispositifs d'insertion par l'activité économique, et plus largement les dispositifs d'inclusion sur le territoire de la Métropole	Soutien à l'IAE	3M - PADEE	17 500,00 €	17 500,00 €			35 000,00 €
			Dispositif 1ères heures		5 000,00 €	5 000,00 €			10 000,00 €
			TZCLD		15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €
		1.2 Mobiliser les entreprises du territoire en faveur des publics en précarité			17 500,00 €	17 500,00 €			35 000,00 €
		1.3 Expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi	Accompagnement à l'emploi		15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €
			Actions dédiées aux femmes		22 500,00 €	22 500,00 €			45 000,00 €
			CCAS - Unis'Vers	CCAS	40 000,00 €			40 000,00 €	80 000,00 €
		AXE 2			132 500,00 €	92 500,00 €	0,00 €	40 000,00 €	265 000,00 €
	1. Accéder aux droits sociaux et santé pour prévenir la bascule dans la pauvreté	1.1 Développer et renforcer l'accompagnement des publics vulnérables quelque soit le lieu de vie (décorrélér accompagnement et lieu de vie).	1.1.1 Décloisonnement accueil de jour Gammes - Issue sur relai des sol alim	3M - Dhapar	10 000,00 €	10 000,00 €			20 000,00 €
				Ville - Cohésion sociale	20 000,00 €		20 000,00 €		40 000,00 €
			1.1.2 Travaux relai de sol alim (invé) + fonctionnement du site	Ville - Cohésion sociale	15 000,00 €		15 000,00 €		30 000,00 €
			1.1.3 Bulle Douche nomade	3M -Dhapar	30 000,00 €		30 000,00 €		60 000,00 €
			1.1.4 PLM - PF de Logistique Mutualisée (non alimentaire)	3M - Cohésion sociale	2 500,00 €		2 500,00 €		5 000,00 €
				Ville - Cohésion sociale	5 000,00 €		5 000,00 €		10 000,00 €

Axe d'intervention	Sous-thématiques	Fiche projet	Déclinaison opérationnelle = actions menées	Direction / service porteur	Participation de l'Etat 2024	Participation de Montpellier Méditerranée Métropole 2024	Participation de la ville de Montpellier 2024	Participation du CCAS de Montpellier 2024	Total budget global de l'action 2024
AXE 3 La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et l'aller-vers Accès aux droits ESSENTIELS	2. Prévenir les expulsions locatives	2.1 Renforcer la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages	1.1.5 Soutien aux dispositifs et actions innovantes comme H.Intercalaires - Phase 2 agrément et nouveaux sites	Ville - Cohésion sociale	37 500,00 €		37 500,00 €		75 000,00 €
			1.1.6 Maraudes SAMU social	3M - Dhapar	47 500,00 €	47 500,00 €			95 000,00 €
			1.1.7 CHU Rives du Lez	3M - Dhapar	25 000,00 €	25 000,00 €			50 000,00 €
			2.1.1 Mesures d'accompagnement en prévention des expulsions dans le cadre de la CCAPEX	3M - Dhapar	5 000,00 €	5 000,00 €			10 000,00 €
			2.1.2 Recrutement d'un chargé de mission prévention des expulsions en appui des partenariats locaux	3M - Dhapar	10 000,00 €	10 000,00 €			20 000,00 €
	3. Services pour les personnes en bidonvilles : Pérenniser et déployer les dispositifs expérimentaux existants	3.1 Prévenir les risques sur les sites et sécuriser les conditions de vie	3.1.1 Tavaux d'Amélioration des conditions de vie sur sites insalubres	Ville - DSPE	20 000,00 €		20 000,00 €		40 000,00 €
		3.2 Solutions de logement adaptées aux familles : actions pour favoriser la mobilisation des logements ou batis vacants	3.2.1 Appui ingénierie sur projets d'habitat transitoire	Ville - DSPE	20 000,00 €		20 000,00 €		40 000,00 €
		3.3 Dispositifs d'insertion sociale, professionnelles et actions socio-éducatives publics BV...		Ville - Cohésion sociale	25 000,00 €		25 000,00 €		50 000,00 €
	AXE 3					272 500,00 €	97 500,00 €	175 000,00 €	0,00 €

Axe d'intervention	Sous-thématiques	Fiche projet	Déclinaison opérationnelle = actions menées	Direction / service porteur	Participation de l'Etat 2024	Participation de Montpellier Méditerranée Métropole 2024	Participation de la ville de Montpellier 2024	Participation du CCAS de Montpellier 2024	Total budget global de l'action 2024
AXE 4 Volet solidaire de la transition écologique	1. Accès à l'alimentation durable pour tous	1.1 Accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires	1.1.1 Epiceries solidaires et accompagnement social : 2 nouvelles épiceries Jeunes (2024?) et CEIS (2026), et phase 2 accpt social. Soutien des besoins restant sur les 5 existantes.	Ville - Cohésion sociale	8 500,00 €		8 500,00 €		17 000,00 €
				CCAS	25 000,00 €			25 000,00 €	50 000,00 €
			1.1.2 Bien manger pour tous (Ex paniers sol)	CCAS	10 000,00 €			10 000,00 €	20 000,00 €
			1.1.3 Caisse Alimentaire	3M - PBP2A	15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €
				Ville -PBP2A	15 000,00 €		15 000,00 €		30 000,00 €
			2. Lutter contre la précarité énergétique	2.1 Plate-forme (CD) et Guichet de lutte (Métro) contre la précarité énergétique : du repérage à l'accompagnement en passant par la rénovation (= au-delà du SLIME)	2.1.1 SLIME (Service Local d'Information pour la Maîtrise de l'Energie)	CCAS (2024) puis 3M DHaPaR	12 500,00 €		
	2.1.2 Actions de préfiguration d'un réseau départemental de lutte contre la précarité énergétique	3M - Dhapar							0,00 €
	2.1.3 Réalisation de petits travaux chez les ménages en précarité énergétique (FASTME et mise en place d'un service d'intervention de professionnels pour réaliser les petits travaux)	3M - Dhapar			3 000,00 €	3 000,00 €			6 000,00 €
	AXE 4					89 000,00 €	18 000,00 €	23 500,00 €	47 500,00 €
TOTAL					535 500,00 €	208 000,00 €	240 000,00 €	87 500,00 €	1 071 000,00 €
TOTAL GENERAL									1 071 000,00



CONVENTION RELATIVE AU COFINANCEMENT

CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024-2027

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, et désignée ci-après par les termes « la Métropole », d'une part

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, représenté par Monsieur Michel CALVO, Vice-président, et désigné ci-après par les termes « le CCAS », d'autre part,

Il est préalablement convenu ce qui suit :

Le Pacte national des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte national des solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté avec les collectivités, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Les fonds du Pacte des Solidarités, abondés par la loi de finances pour 2024, visent ainsi à apporter un soutien financier aux métropoles qui s'engagent dans le cadre de leurs compétences sociales, par un contrat conclu entre l'État d'une part, la Métropole et la Ville d'autre part.

Le contrat local des solidarités 2024 - 2027, signé par le Président de la Métropole de Montpellier, le Maire de Montpellier et le Préfet de Département le vise à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre du Pacte des Solidarités, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

Sur les 4 années du contrat, le soutien financier de l'Etat s'élève à un montant de 535 500 € annuels, sous réserve de la disponibilité annuelle des crédits et du principe d'annualité budgétaire ainsi que de la bonne exécution budgétaire des actions chaque année.

Cette aide de l'Etat est perçue par la Métropole et redistribuée pour partie aux partenaires en charge des projets à mener, dont le CCAS.

Tel est l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de définir les modalités de reversement d'une partie de la subvention de l'Etat au CCAS, dans le cadre du Contrat Local des Solidarités.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE

La Métropole s'engage à reverser le montant de la subvention de l'Etat au CCAS correspondant aux actions réalisées par le CCAS et précisées dans le tableau financier prévisionnel annexé au Contrat Local des Solidarités signé par la Métropole, la Ville et l'Etat.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CCAS

Le CCAS s'engage à réaliser les opérations citées dans l'article 2 du Contrat Local des Solidarités.

Les fonds seront appelés par émission d'un titre de recettes à l'encontre de la Métropole en y joignant toutes pièces justifiant de la dépense.

Pour information, ces pièces seront transmises aux services de l'Etat et impacteront l'octroi des crédits de la subvention.

En 2026, le CCAS devra également participer à l'évaluation et à la rédaction du rapport d'évaluation du Contrat Local des Solidarités transmis à l'Etat par la Métropole.

ARTICLE 4 : DUREE ET APPLICATION DE LA CONVENTION

Cette convention est conclue pour une durée de 4 ans à partir de la signature du Contrat Local des Solidarités.

Elle s'appliquera conformément aux dispositions de l'article 2.2 dudit contrat qui stipule que le montant prévisionnel annuel engagé par l'Etat sera précisé par avenant financier.

ARTICLE 5 : RESILIATION

Chacune des parties pourra résilier la convention, de plein droit, à tout moment et sans préavis, au cas où l'autre partie manquerait gravement à ses obligations contractuelles.

Cette résiliation devra être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet durant 30 jours calendaires.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

A la demande de l'une ou l'autre partie, des modifications pourront être apportées à la présente convention par avenant, adopté dans les mêmes modalités que la présente convention.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le Tribunal administratif de Montpellier est compétent.

Fait à Montpellier, le 2024

En 2 exemplaires originaux

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Le Président

Michaël DELAFOSSE

Pour le CCAS de Montpellier,

Le Vice-président

Michel CALVO



**CONVENTION RELATIVE AU COFINANCEMENT
CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024-2027**

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, et désignée ci-après par les termes « la Métropole », d'une part,

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel CALVO, adjoint au Maire de Montpellier, désignée ci-après par les termes « la Ville », d'autre part,

Il est préalablement convenu ce qui suit :

Le Pacte national des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits et la transition écologique solidaire.

Le Pacte national des solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté avec les collectivités et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Les fonds du Pacte des Solidarités, abondés par la loi de finances pour 2024, visent ainsi à apporter un soutien financier aux métropoles qui s'engagent dans le cadre de leurs compétences sociales, par un contrat conclu entre l'État d'une part, la Métropole et la Ville d'autre part.

Le contrat local des solidarités 2024 - 2027, signé par le Président de la Métropole de Montpellier, le Maire de Montpellier et le Préfet de Département le vise à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre du Pacte des Solidarités, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

Sur les 4 années du contrat, le soutien financier de l'Etat s'élève à un montant de 535 500 € annuels, sous réserve de la disponibilité annuelle des crédits et du principe d'annualité budgétaire ainsi que de la bonne exécution budgétaire des actions chaque année.

Cette aide de l'Etat est perçue par la Métropole et redistribuée pour partie aux partenaires en charge des projets à mener, dont la Ville.

Tel est l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de définir les modalités de reversement d'une partie de la subvention de l'Etat à la Ville, dans le cadre du Contrat Local des Solidarités.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE

La Métropole s'engage à reverser le montant de la subvention de l'Etat à la Ville correspondant aux actions réalisées par la Ville et précisées dans le tableau financier prévisionnel annexé au Contrat Local des Solidarités signé par la Métropole, la Ville et l'Etat.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à réaliser les opérations citées dans l'article 2 du Contrat Local des Solidarités.

Les fonds seront appelés par émission d'un titre de recettes à l'encontre de la Métropole en y joignant toutes pièces justifiant de la dépense.

Pour information, ces pièces seront transmises aux services de l'Etat et impacteront l'octroi des crédits de la subvention.

La Ville devra également participer à l'évaluation et à la rédaction du rapport d'évaluation du Contrat Local des Solidarités transmis à l'Etat par la Métropole.

ARTICLE 4 : DUREE ET APPLICATION DE LA CONVENTION

Cette convention est conclue pour une durée de 4 ans à partir de la signature du Contrat Local des Solidarités.

Elle s'appliquera conformément aux dispositions de l'article 2.2 dudit contrat qui stipule que le montant prévisionnel annuel engagé par l'Etat sera précisé par avenant financier.

ARTICLE 5 : RESILIATION

Chacune des parties pourra résilier la convention, de plein droit, à tout moment et sans préavis, au cas où l'autre partie manquerait gravement à ses obligations contractuelles.

Cette résiliation devra être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet durant 30 jours calendaires.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

A la demande de l'une ou l'autre partie, des modifications pourront être apportées à la présente convention par avenant, adopté dans les mêmes modalités que la présente convention.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le Tribunal administratif de Montpellier est compétent.

Fait à Montpellier, le 2024

En 2 exemplaires originaux

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Le Président

Pour la Ville de Montpellier,

L'adjoint au Maire

Michaël DELAFOSSE

Michel CALVO